

## Transparence – Tansparantie 2025

### Description, inventaires et liste

#### Description

En application des articles 57 et suivants de la loi du 08.07.1976 organique des CPAS, les missions d'un CPAS sont :

#### **Chapitre IV - Des missions du centre public d'action sociale (art. 57 - 68quinquies)**

#### **Section 1re - Missions générales et exécution (art. 57 - 62ter)**

#### **Art. 57.**

§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions de l'article 57ter, le centre public d'action sociale a pour mission d'assurer aux personnes et aux familles l'aide due par la collectivité.

Il assure non seulement une aide palliative ou curative, mais encore une aide préventive. Il encourage la participation sociale des usagers.

Cette aide peut être matérielle, sociale, médicale, médico-sociale ou psychologique.

#### § 2. [...]

Dans le cas visé sous 2°, l'aide sociale est limitée à l'aide matérielle indispensable pour le développement de l'enfant et est exclusivement octroyée dans un centre fédéral d'accueil conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi. La présence dans le centre d'accueil des parents ou personnes qui exercent effectivement l'autorité parentale est garantie.

Le Roi peut déterminer ce qu'il y a lieu d'entendre par aide médicale urgente.

Un étranger qui s'est déclaré réfugié et a demandé à être reconnu comme tel, séjourne illégalement dans le Royaume lorsque la demande d'asile a été rejetée et qu'un ordre de quitter le territoire exécutoire a été notifié à l'étranger concerné.

L'aide sociale accordée à un étranger qui était en fait bénéficiaire au moment où un ordre de quitter le territoire exécutoire lui a été notifié, est arrêtée, à l'exception de l'aide médicale urgente, le jour où l'étranger quitte effectivement le territoire et, au plus tard, le jour de l'expiration du délai de l'ordre de quitter le territoire.

Il est dérogé aux dispositions de l'alinéa précédent pendant le délai strictement nécessaire pour permettre à l'étranger de quitter le territoire, pour autant qu'il ait signé une déclaration attestant son intention explicite de quitter le plus vite possible le territoire, sans que ce délai ne puisse en aucun cas excéder celui qui est fixé à l'article 7, 4°, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

La déclaration d'intention précitée ne peut être signée qu'une seule fois. Le centre informe sans retard le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ainsi que la commune concernée, de la signature de la déclaration d'intention.

S'il s'agit d'un étranger qui est devenu sans abri suite à l'application de l'article 433quaterdecies du Code pénal, l'aide sociale visée à l'alinéa quatre et cinq peut être fournie dans un centre d'accueil tel que visé à l'article 57ter.

§ 3. Le centre exerce la tutelle ou à tout le moins assuré la garde, l'entretien et l'éducation des enfants mineurs d'âge lorsqu'ils lui sont confiés par la loi, les parents ou les organismes publics.

§ 4. Le centre effectue les tâches qui lui sont confiées par la loi, le Roi ou l'autorité communale.

#### **Art. 57bis.**

Dans les conditions fixées par le Roi, les centres publics d'action sociale octroient une prime d'installation à la personne qui perd sa qualité de sans-abri pour occuper un logement qui lui sert de résidence principale.

#### **Art. 57ter.**

L'aide sociale n'est pas due par le centre lorsque l'étranger enjoint de s'inscrire en un lieu déterminé en application de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers bénéficie de l'aide matérielle au sein d'une structure d'accueil chargée de lui assurer l'aide nécessaire pour mener une vie conforme à la dignité humaine.

Par dérogation à l'article 57, § 1<sup>er</sup>, le demandeur d'asile auquel a été désigné comme lieu obligatoire d'inscription en application de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, une structure d'accueil gérée par l'agence ou par un partenaire de celle-ci ne peut obtenir l'aide sociale que dans cette structure d'accueil, conformément à la loi du X sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Le centre n'est pas tenu d'accorder une aide sociale si l'étranger fait l'objet d'une décision prise conformément à l'article 4 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

#### **Art. 57ter/1.**

En vue d'assurer une répartition harmonieuse des places d'accueil entre les communes, le C.P.A.S. est tenu de créer des initiatives locales d'accueil visées à l'article 64 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, définit les critères de cette répartition en tenant compte de la situation spécifique de chaque commune. Ce plan de répartition prend effet à partir d'une date fixée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. À défaut de créer des initiatives locales d'accueil, le C.P.A.S. peut se voir appliquer une sanction financière dont les modalités et l'affectation sont fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

#### **Art. 57ter/2.**

Si un étranger, qui dispose d'un lieu obligatoire d'inscription en vertu de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, est découvert dans un logement visé à l'<sup>2</sup>[article 433<sup>quater</sup>decies du Code pénal]<sup>2</sup>, le CPAS compétent du lieu d'inscription obligatoire est tenu, dans les trente jours à dater de l'expulsion du logement en cause, de mettre à disposition de l'étranger un logement situé sur le territoire de sa commune.

Pour la période prenant cours le jour de l'expulsion du logement et prenant fin le jour où le centre compétent met à disposition de l'étranger un logement, celui-ci est relogé aux frais du centre et le centre est tenu de fournir l'aide sociale à l'étranger.

#### **Art. 57quater.**

§ 1<sup>er</sup>. La personne de nationalité étrangère, inscrite au registre des étrangers, qui en raison de sa nationalité n'a pas droit à l'intégration sociale et qui a droit à une aide sociale financière, peut prétendre à une intervention financière du centre public d'action sociale dans les frais liés à son insertion professionnelle.

§ 2. Le Roi détermine les types d'insertion pour lesquels le centre intervient financièrement ainsi que le montant, les conditions d'octroi et les modalités de cette intervention financière. Le Roi peut déterminer les conditions d'accès aux différents programmes d'insertion et d'emploi.

§ 3. Par dérogation à l'article 23 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, l'intervention financière du centre peut être imputée sur la rémunération du travailleur. Cette imputation s'effectue directement après les retenues autorisées en vertu de l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la même loi et n'intervient pas dans la limite d'un cinquième prévue à l'article 23, alinéa 2. Une intervention financière qui

est imputée sur la rémunération du travailleur est néanmoins considérée comme une rémunération en ce qui concerne la législation fiscale et sociale.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les conditions qu'il détermine, pour les travailleurs occupés avec le bénéfice d'une intervention financière du centre dans leur rémunération :

1° prévoir des dérogations aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en ce qui concerne le respect des règles relatives à la rupture du contrat de travail par le travailleur lorsque celui-ci est engagé dans les liens d'un autre contrat de travail ou nommé dans une administration ;

2° prévoir une exonération temporaire, totale ou partielle, des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 38, §§ 3 et 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 2, §§ 3 et 3bis, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

#### **Art. 57quinquies.**

Par dérogation aux dispositions de la présente loi, le centre n'est pas tenu d'accorder une aide sociale aux ressortissants des États membres de l'Union européenne et aux membres de leur famille pendant les trois premiers mois du séjour ou, le cas échéant, pendant la période plus longue prévue à l'article 40, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ni tenu, avant l'acquisition du droit de séjour permanent, d'octroyer des aides d'entretien.

#### **Art. 57sexies.**

*Par dérogation aux dispositions de la présente loi, l'aide sociale n'est pas due par le centre à l'étranger autorisé au séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle.*

#### **Art. 58.**

§ 1<sup>er</sup>. Une demande d'aide sociale, soumise à la décision du centre, peut être introduite oralement, par écrit, par voie électronique via le formulaire électronique mis à disposition par le ministre qui a l'intégration sociale dans ses attributions, ou d'office par le centre.

La demande d'aide est inscrite le jour de sa réception, par ordre chronologique, dans le registre tenu à cet effet par le centre public d'action sociale.

Lorsque la demande est écrite, elle est signée par l'intéressé ou par la personne qu'il a désignée par écrit.

Lorsque la demande est orale, l'intéressé ou la personne désignée par écrit signe dans la case ad hoc du registre visé à l'alinéa 2.

Lorsque la demande est électronique, l'enregistrement de celle-ci équivaut à la signature.

Lorsque la demande électronique est introduite un samedi, un dimanche, ou un jour férié légal, la date de réception de la demande est le jour ouvrable qui suit.

Le Roi peut déterminer les modalités d'application du formulaire électronique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le centre adresse ou remet le même jour un accusé de réception au demandeur. Lorsque la demande est introduite via le formulaire électronique visé au § 1<sup>er</sup>, le demandeur reçoit le même jour un accusé de réception.

§ 3. Lorsqu'un centre public d'action sociale reçoit une demande d'aide pour laquelle il ne se considère pas compétent ou lorsqu'il met fin à une aide pour incompétence territoriale, il transmet cette demande dans les cinq jours calendrier par écrit au <sup>2</sup>[centre public d'action sociale]<sup>2</sup> qu'il estime être compétent. Dans le même délai, il avertit le demandeur par écrit de cette transmission.

À peine de nullité, la transmission de la demande au centre public d'action sociale considéré comme étant compétent, ainsi que la notification au demandeur de la transmission, se fait au moyen d'un écrit mentionnant les raisons de l'incompétence.

Toutefois, la demande sera validée à la date de sa réception au premier centre public d'action sociale, telle que déterminée au § 1<sup>er</sup> ou à la date de la transmission de la demande lorsque le CPAS met fin à une aide pour incompétence territoriale.

Le centre public d'action sociale qui manque à cette obligation ou qui met fin à l'aide pour incompétence territoriale doit accorder, aux conditions fixées par la présente loi, l'aide sociale, tant qu'il n'a pas transmis la demande ni communiqué les raisons invoquées pour justifier l'incompétence.

La décision d'incompétence peut être prise par le président à charge pour lui de soumettre sa décision au conseil ou à l'organe compétent à la plus prochaine réunion, en vue de sa ratification.

#### **Art. 59.**

Le centre public d'action sociale remplit sa mission en suivant les méthodes du travail social les plus adaptées et dans le respect des convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des intéressés.

#### **Art. 60.**

§ 1<sup>er</sup>. L'intervention du centre est, s'il est nécessaire, précédée d'une enquête sociale, se terminant par un diagnostic précis sur l'existence et l'étendue du besoin d'aide et proposant les moyens les plus appropriés d'y faire face.

L'intéressé est tenu de fournir tout renseignement utile sur sa situation et d'informer le centre de tout élément nouveau susceptible d'avoir une répercussion sur l'aide qui lui est octroyée.

Le rapport de l'enquête sociale établi par un travailleur social visé à l'article 44 fait foi jusqu'à preuve contraire pour ce qui concerne les constatations de faits qui y sont consignées contradictoirement.

Le centre qui aide un demandeur d'asile qui ne réside pas effectivement sur le territoire de la commune que le centre dessert, peut demander au centre public d'action sociale du lieu de résidence effective du demandeur d'asile concerné d'effectuer l'enquête sociale. Ce dernier centre est tenu de communiquer le rapport de l'enquête sociale au centre demandeur dans le délai fixé par le Roi. Le Roi peut déterminer le tarif en fonction duquel le centre demandeur rémunère les prestations du centre qui a effectué l'enquête sociale. Le Roi peut aussi déterminer les conditions minimales auxquelles doivent répondre l'enquête sociale du <sup>3</sup>[centre public d'action sociale]<sup>3</sup> de la résidence effective, ainsi que le rapport y relatif.

§ 2. Le centre fournit tous conseils et renseignements utiles et effectue les démarches de nature à procurer aux intéressés tous les droits et avantages auxquels ils peuvent prétendre dans le cadre de la législation belge ou étrangère.

§ 3. Il accorde l'aide matérielle sous la forme la plus appropriée.

L'aide financière peut être liée par décision du centre aux conditions énoncées aux articles 3, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, 4, 11 et 13, § 2, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

En cas de non-respect de ces conditions, le droit à l'aide financière peut, sur proposition du travailleur social ayant en charge le dossier, être refusé ou suspendu partiellement ou totalement pour une période d'un mois au maximum.

En cas de récidive dans un délai maximum d'un an, le droit à l'aide financière peut être suspendu pour une période de trois mois au maximum.

§ 4. Il assure, en respectant le libre choix de l'intéressé, la guidance psycho-sociale, morale ou éducative nécessaire à la personne aidée pour lui permettre de vaincre elle-même progressivement ses difficultés.

Il tient compte de la guidance déjà effectuée et de la possibilité de faire continuer celle-ci par l'autre centre ou service auquel l'intéressé a déjà fait confiance.

§ 5. Si la personne aidée n'est pas assurée contre la maladie et l'invalidité, il l'affilie à l'organisme assureur choisi par elle, et, à défaut de ce choix, à la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité. Il exige dans la mesure du possible une contribution personnelle de l'intéressé.

§ 6. Le centre public d'action sociale créée, là où cela se révèle nécessaire et, le cas échéant, dans le cadre d'une programmation existante, des établissements ou services à caractère social, curatif ou préventif, les étend et les gère.

La nécessité de la création ou de l'extension d'un établissement ou d'un service doit résulter d'un dossier qui comporte un examen sur les besoins de la commune et/ou de la région et sur les établissements ou services similaires déjà en fonction, une description du fonctionnement, une évaluation précise du prix de revient et des dépenses à effectuer ainsi que, si possible, des informations permettant une comparaison avec des établissements ou services similaires.

La création ou l'extension d'établissements ou services qui sont susceptibles de bénéficier de subventions au niveau soit des investissements, soit du fonctionnement, ne peut être décidée que sur base d'un dossier faisant apparaître que les conditions prévues par la législation ou la réglementation organique pour l'octroi de ces subventions seront respectées.

Sans préjudice des autorisations à obtenir d'autres autorités publiques, la décision de créer ou d'étendre un établissement ou un service, dès qu'elle est de nature à entraîner une intervention à charge du budget communal ou à majorer celle-ci, est soumise à l'approbation du conseil communal.

§ 7. Dans le cas où un ayant droit à l'aide sociale financière en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ou de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale doit justifier de sa disposition à travailler, le centre prend toutes les dispositions de nature à lui permettre l'insertion socioprofessionnelle.

Le centre peut fournir cette aide en agissant lui-même comme employeur pour une durée qui ne peut être supérieure à la durée nécessaire à la personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> en vue d'obtenir le bénéfice complet des allocations sociales. Cette aide, sous la forme d'un emploi d'insertion, peut comprendre un temps de formation, assimilé à des prestations de travail, jusqu'à maximum 1/5 de temps de travail annuel.

Par dérogation aux dispositions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail par les centres, en application du présent paragraphe, alinéa 2, peuvent être mis par ces centres à la disposition de personnes morales de droit privé ou de droit public, dénommés les utilisateurs externes.

En application de l'alinéa précédent, l'emploi d'insertion fait l'objet d'une Convention de mise à disposition précisant l'accompagnement fourni par le centre et par l'utilisateur externe ainsi que, au minimum, un plan d'acquisition de compétences.

Par dérogation à l'alinéa 3, lorsque l'emploi d'insertion est exécuté au sein d'un service du centre, dénommé utilisateur interne, l'ayant droit dispose d'une description de fonction, et d'un plan d'acquisition de compétences. Ce dernier est communiqué à l'ayant droit par le centre selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Après concertation avec les centres, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale arrête le modèle de Convention de mise à disposition ainsi que les documents établissant le plan d'acquisition de compétences.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale détermine les conditions et les modalités suivant lesquelles l'emploi visé à l'alinéa 2 doit être conclu en vue de maintenir le droit du centre à la subvention liée à l'insertion de la personne occupée en application de l'article 36 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et de l'article 5, § 4bis, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les C.P.A.S.

Pour la mise en œuvre du présent paragraphe, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale soutient financièrement les centres dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

§ 8. Le conseil de l'action sociale organise, par voie de règlement d'ordre intérieur, le dépôt, la garde et la restitution, volontaires ou nécessaires, des valeurs qui peuvent lui être confiées, en vertu des articles 1915 à 1954<sup>quater</sup> du Code civil, par des personnes admises dans un de ses établissements.

Le receveur est chargé d'accepter le dépôt ou désigne éventuellement, en accord avec le secrétaire, les personnes qui sont chargées, sous sa responsabilité, de recevoir, de garder et de restituer ces dépôts.

**Art. 60bis.**

Le centre public d'action sociale prend toutes les initiatives nécessaires en vue d'informer le public sur les différentes formes d'aide qu'il octroie et en fait rapport annuellement dans la note de gestion.

**Art. 60ter**

Le centre est tenu d'entendre le demandeur, si celui-ci le demande, avant de prendre une décision relative à :

- l'aide visée à l'article 57;
- la récupération visée aux articles 98, § 1er et 99.

Le centre est tenu d'informer l'intéressé de ce droit, selon les modalités fixées par le Roi.

L'intéressé peut être entendu soit par le conseil, soit par l'organe compétent ayant un pouvoir de décision dans le cas concret.

Lors de son audition, l'intéressé peut se faire assister ou représenter par une personne de son choix.

**Art. 61.**

Le centre peut recourir à la collaboration de personnes, d'établissements ou de services qui, créés soit par des pouvoirs publics, soit par l'initiative privée, disposent des moyens nécessaires pour réaliser les diverses solutions qui s'imposent, en respectant le libre choix de l'intéressé.

Le centre peut supporter les frais éventuels de cette collaboration, s'ils ne sont pas couverts en exécution d'une autre loi, d'un règlement, d'un contrat ou d'une décision judiciaire.

Dans le même but, le centre peut conclure des conventions soit avec un autre <sup>2</sup>[centre public d'action sociale]<sup>2</sup>, un autre pouvoir public ou un établissement d'utilité publique, soit avec une personne privée ou un organisme privé. Par dérogation aux dispositions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail par les <sup>2</sup>[centres publics d'action sociale]<sup>2</sup> peuvent, en application du présent alinéa, être mis par les centres à la disposition des partenaires qui ont conclu une convention avec le centre public d'action sociale sur la base de la présente loi organique.

**Art. 62.**

Le centre peut proposer aux institutions et services déployant dans le ressort du centre une activité sociale ou des activités spécifiques, de créer avec eux un ou plusieurs comités où le centre et ces institutions et services pourraient coordonner leur action et se concerter sur les besoins individuels ou collectifs et les moyens d'y répondre.

Il a notamment, sans préjudice des compétences de l'autorité fédérale et des entités fédérées, la faculté, pour participer à la lutte contre la pauvreté, et en coordination avec les services et Institutions précités :

1° de veiller à lutter contre la sous protection sociale et le non-recours aux droits ;

2° de développer des approches par les pairs, des processus de travail collectifs et communautaires en vue de renforcer la participation des usagers du C.P.A.S. ;

3° d'établir, en collaboration avec la structure d'appui à la première ligne de soins, un plan social-santé à l'échelle de son ressort territorial sur la base d'un diagnostic partagé des ressources et des besoins de son territoire. Ce plan est présenté au Conseil de l'action sociale et au Conseil communal, et transmis au collège réuni ;

4° de mettre en place un service d'accompagnement à la recherche d'un logement et un service d'habitat accompagné et de prévention des expulsions ;

5° de mettre en œuvre des actions spécifiques dans le cadre de la lutte contre le sans-abrisme ;

6° de développer son service médiation de dettes avec un volet spécifique d'accompagnement à la consommation d'énergie.

#### **Art. 62bis.**

La décision en matière d'aide individuelle, prise par le conseil de l'action sociale ou l'un des organes auxquels le conseil a délégué des attributions, est communiquée dans les huit jours à compter de la date de décision, par lettre recommandée à la poste ou recommandé électronique via l'eBox tel que prévu par la loi du 27 février 2019 relative à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox ou contre accusé de réception, à la personne qui a demandé l'aide, selon les modalités qui peuvent être déterminées par le Roi. La date du cachet de la poste, de l'envoi électronique ou de l'accusé de réception font foi.

La décision est motivée et signale la possibilité de former un recours, le délai d'introduction, la forme de la requête, l'adresse de l'instance de recours compétente et le nom du service ou de la personne qui, au sein du centre public d'action sociale, peut être contacté en vue d'obtenir des éclaircissements.

#### **Art. 62ter.**

Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale contrôlent l'application des articles 57*quater*, paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 inclus, et du paragraphe 4, 2°, 60, paragraphe 7, et 61, ainsi que leurs mesures d'exécution, et surveillent le respect de ceux-ci.

Ces fonctionnaires exercent ce contrôle ou cette surveillance conformément aux dispositions de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations.

En ce qui concerne l'article 57*quater*, paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 inclus, et du paragraphe 4, 2°, le contrôle ou la surveillance s'exercent sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des Institutions fédérales compétentes pour les cotisations de sécurité sociale ou pour l'aide sociale financière, qui, en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques.

### **Section 2 - De la tutelle des enfants (art. 63 - 68)**

#### **Art. 63.**

Tout mineur d'âge à l'égard duquel personne n'est investi de l'autorité parentale ou n'exerce la tutelle ou la garde matérielle, est confié au centre public d'action sociale de la commune où il se trouve.

#### **Art. 64.**

Le tribunal de la jeunesse ou le comité de protection de la jeunesse peuvent confier au centre public d'action sociale les enfants dont le centre assure déjà la garde matérielle et dont les parents sont déchus en tout ou en partie de l'autorité parentale.

#### **Art. 65.**

Dans les cas visés aux deux articles précédents, le conseil de l'action sociale désigne parmi ses membres une personne qui exercera la fonction de tuteur et une personne qui exercera la fonction de subrogé tuteur.

**Art. 66.**

Si ces enfants ont des biens, le receveur remplit pour ces biens les mêmes fonctions que pour les biens du centre. La garantie de la tutelle est constituée par le cautionnement du receveur.

**Art. 67.**

Les capitaux qui appartiennent ou échoient à ces enfants sont placés à la Caisse générale d'épargne et de retraite ou employés à l'achat d'obligations ou bons de caisse émis par les pouvoirs publics et organismes énumérés au second alinéa du § 1<sup>er</sup> de l'article 78.

**Art. 68.**

La tutelle exercée par un membre du conseil de l'action sociale prend fin :

1° dès qu'une tutelle a été organisée en exécution des règles du Code civil ;

2° en cas d'adoption, de tutelle officieuse, de reconnaissance, [...] ou de rétablissement des père et mère déchus de l'autorité parentale dans les droits dont ils ont été privés.

**Section 3 - Des avances sur pensions alimentaires et du recouvrement de ces pensions (art. 68bis - 68quater.)**

**Art. 68bis à 68quater.**

[...]

**Section 4 - Aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés (art. 68quinquies)**

**Art. 68quinquies.**

§ 1<sup>er</sup>. Le centre public d'action sociale est chargé d'allouer une aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés.

§ 2. Le droit à une aide au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés est accordé lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° le débiteur d'aliments est ayant droit au revenu d'intégration ou de l'aide sociale financière équivalente ;

2° le débiteur d'aliments est une personne qui est redevable :

a) soit d'une pension alimentaire à l'égard de ses enfants et fixée soit par une décision judiciaire exécutoire, soit dans une convention visée à l'article 1288, 3°, du Code judiciaire, soit dans un accord exécutoire visé aux articles 731 à 734 du Code judiciaire ;

b) soit d'une pension alimentaire sur la base de l'article 336 du Code civil ;

c) soit d'une part contributive pour un enfant placé en vertu d'une décision prise par le tribunal de la jeunesse ou par l'autorité administrative compétente ;

3° le débiteur d'aliments apporte la preuve du paiement de cette pension alimentaire ou de cette part contributive.

§ 3. Le montant du droit à une aide spécifique au paiement de pensions alimentaires ou de parts contributives pour enfants placés s'élève à 50% du montant des pensions alimentaires payées ou des parts contributives, plafonné à 1.100 EUR par an.

§ 4. Le Roi détermine les modalités relatives à l'introduction de la demande auprès du centre compétent, à la notification de la décision et au paiement de l'aide spécifique au paiement des pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés. Il détermine la procédure à suivre en cas d'incompétence du centre public d'action sociale qui reçoit la demande.

§ 5. L'État accorde au centre compétent une subvention égale à 100% du montant de l'aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés. Des avances à valoir sur le montant dont la charge est supportée par l'État peuvent être accordées dans les conditions et selon les modalités fixées par le Roi.

Vous trouverez dans les différentes rubriques du présent site toutes les informations utiles en ce qui concerne les compétences, l'organisation et le fonctionnement du CPAS et notamment les moyens disponibles pour introduire une demande d'aide.

Le site contient également des informations sur les services assurés par le CPAS qui ne sont pas spécifiquement visés par la réglementation (ex. : maison de repos et de soins Arcadia, maison d'accueil Le Relais, service d'aide à domicile, service de médiation de dettes,...).

## **Omschrijving, inventaris en lijst**

### Omschrijving

In toepassing van het artikel 57 en volgende van de organieke wet van 08.07.1976, zijn de taken van het O.C.M.W.:

#### **Hoofdstuk IV - TAKEN VAN HET OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN (art. 57 - 68quinquies)**

##### **Afdeling I - Algemene taken en uitvoering (art. 57 - 62ter)**

###### **Art. 57.**

§ 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 57ter, heeft het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn tot taak aan personen en gezinnen de dienstverlening te verzekeren waartoe de gemeenschap gehouden is.

Het verzekert niet alleen lenigende of curatieve doch ook preventieve hulp. Het bevordert de maatschappelijke participatie van de gebruikers.

Deze dienstverlening kan van materiële, sociale, geneeskundige, sociaal-geneeskundige of psychologische aard zijn.

§ 2. In afwijking van de andere bepalingen van deze wet, is de taak van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beperkt tot:

1° het verlenen van dringende medische hulp, wanneer het gaat om een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft;

2° het vaststellen van de staat van behoefte doordat de ouders hun onderhoudsplicht niet nakomen of niet in staat zijn die na te komen, wanneer het gaat om een vreemdeling jonger dan 18 jaar die met zijn ouders illegaal in het Rijk verblijft.

In het geval bedoeld in 2°, wordt de maatschappelijke hulp beperkt tot de materiële hulp die onontbeerlijk is voor de ontwikkeling van het kind en wordt uitsluitend verstrekt in een federaal opvangcentrum overeenkomstig de voorwaarden en nadere regels bepaald door de Koning. De aanwezigheid in het opvangcentrum van de ouders of van de personen die het ouderlijk gezag over het kind daadwerkelijk uitoefenen, wordt gewaarborgd.

De Koning kan bepalen wat onder dringende medische hulp begrepen moet worden.

Een vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd om als dusdanig te worden erkend, verblijft illegaal in het Rijk wanneer de asielaanvraag is geweigerd en aan de betrokken vreemdeling een [...] bevel om het grondgebied te verlaten is betekend.

De maatschappelijke dienstverlening aan een vreemdeling die werkelijk steuntrekkende was op het ogenblik dat hem een [...] bevel om het grondgebied te verlaten werd betekend, wordt, met uitzondering van de dringende medische hulpverlening, stopgezet de dag dat de vreemdeling daadwerkelijk het grondgebied verlaat, en ten laatste de dag van het verstrijken van de termijn van het bevel om het grondgebied te verlaten.

Van het bepaalde in het voorgaande lid wordt afgeweken gedurende de termijn die strikt noodzakelijk is om de vreemdeling in staat te stellen het grondgebied te verlaten, voor zover hij een verklaring heeft ondertekend die zijn uitdrukkelijke intentie het grondgebied zo snel mogelijk te willen verlaten, weergeeft; deze termijn mag in geen geval de termijn welke vastgelegd is door artikel 7, 4°, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen overschrijden.

De hierboven vermelde intentieverklaring kan slechts eenmaal worden ondertekend. Het centrum verwittigt zonder verwijl de Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, evenals de betrokken gemeente, van de ondertekening van de intentieverklaring.

Indien het gaat om een vreemdeling die dakloos is geworden ingevolge de toepassing van artikel 433quaterdecies van het Strafwetboek, kan de in het vierde en vijfde lid bedoelde maatschappelijke dienstverlening verstrekt worden in een onthaalcentrum, zoals bedoeld in artikel 57ter.

§ 3. Het centrum oefent de voogdij uit over of verzekert althans de bewaring, het onderhoud en de opvoeding van de minderjarige kinderen die door de wet, de ouders of overheidsorganen aan het centrum zijn toevertrouwd.

§ 4. Het centrum voert de taken uit die hem door de wet, de Koning of de gemeenteoverheid zijn toevertrouwd.

#### **Art. 57bis.**

Onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, kennen de openbare centra voor maatschappelijk welzijn een installatiepremie toe aan de persoon die de hoedanigheid van dakloze verliest door een woning te betrekken die hem tot hoofdverblijfplaats dient.

#### **Art. 57ter.**

De maatschappelijke dienstverlening is niet door het centrum verschuldigd indien een vreemdeling die gehouden is zich in te schrijven in een welbepaalde plaats overeenkomstig artikel 11, § 1 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen, materiële hulp ontvangt van een opvangstructuur die belast is met het verlenen van de noodzakelijke dienstverlening om een menswaardig leven te kunnen leiden.

In afwijking van artikel 57, § 1 kan een asielzoeker aan wie in toepassing van artikel 11, § 1 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen als verplichte plaats van inschrijving een opvangstructuur is aangewezen die beheerd wordt door het Agentschap of één van zijn partners, slechts in deze opvangstructuur gebruik maken van de maatschappelijke dienstverlening overeenkomstig de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

De maatschappelijke dienstverlening is niet door het centrum verschuldigd indien ten aanzien van een vreemdeling een beslissing is genomen overeenkomstig artikel 4 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

#### **Art. 57ter/1.**

Om te zorgen voor een evenwichtige spreiding van de opvangplaatsen over de gemeenten, is het OCMW verplicht lokale opvanginitiatieven op te richten als bedoeld in artikel 64 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de criteria voor die spreiding, rekening houdend met de specifieke situatie van elke gemeente. Dat spreidingsplan treedt in werking vanaf een door de Koning bepaalde datum, bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Indien het OCMW geen lokale opvanginitiatieven opricht, kan het een financiële sanctie opgelegd krijgen, waarvan de nadere regels en de bestemming door de Koning worden bepaald bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

#### **Art. 57ter/2.**

Indien een vreemdeling, die krachtens artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, beschikt over een verplichte plaats van inschrijving, wordt aangetroffen in een woning bedoeld in artikel 433quaterdecies van het Strafwetboek, dan is het bevoegde OCMW van de verplichte plaats van inschrijving ertoe gehouden binnen dertig dagen na de uitdrijving uit de bedoelde woning, een huisvesting ter beschikking te stellen van de vreemdeling op het grondgebied van zijn gemeente.

Voor de periode die begint op de dag van de uitdrijving en die een einde neemt op de dag dat het bevoegde centrum een huisvesting ter beschikking stelt, wordt de vreemdeling op kosten van het centrum geherhuisvest en verstrekt het centrum aan de vreemdeling de maatschappelijke dienstverlening.

#### **Art. 57quater.**

§ 1. Voor de persoon van vreemde nationaliteit, ingeschreven in het vreemdelingenregister, die omwille van zijn nationaliteit geen aanspraak kan maken op het recht op maatschappelijke integratie en gerechtigd is op een

financiële maatschappelijke hulp, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn financieel tussenkomen in de kosten die verbonden zijn aan de inschakeling van deze persoon in het beroepsleven.

§ 2. De Koning bepaalt voor welke vormen van inschakeling het centrum financieel tussenkomt alsmede het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de modaliteiten van deze financiële tegemoetkoming. De Koning kan de voorwaarden bepalen voor de toegang tot de verschillende inschakelings- en tewerkstellingsprogramma's.

§ 3. In afwijking van artikel 23 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, kan de financiële steun vanwege het centrum in mindering gebracht worden op het loon van de werknemer. Deze aftrek geschiedt dadelijk na de inhouding toegelaten krachtens artikel 23, eerste lid, 1°, van dezelfde wet en telt niet mee voor de grens van een vijfde, bepaald in artikel 23, tweede lid. Een financiële steun die aldus in mindering wordt gebracht op het loon van de werknemer, wordt niettemin voor de toepassing van de sociale en fiscale wetgeving als loon beschouwd.

§ 4. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, voor de werknemers die genieten van een financiële steun in hun loon vanwege het centrum:

1° in afwijkingen voorzien op de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzake het naleven van de regels betreffende de verbreking van de arbeidsovereenkomst door de werknemer wanneer hij in dienst genomen wordt in het kader van een andere arbeidsovereenkomst of benoemd wordt in een administratie;

2° in een tijdelijke, gehele of gedeeltelijke vrijstelling voorzien van werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, §§ 3 en 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 2, §§ 3 en 3bis, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van mijnwerkers en ermee gelijkgestelden.

#### **Art. 57quinquies.**

In afwijking van de bepalingen van deze wet is de maatschappelijke dienstverlening door het centrum niet verschuldigd aan onderdanen van Lid-Staten van de Europese Unie en hun familieleden gedurende de eerste drie maanden van het verblijf of, in voorkomend geval de langere periode zoals bedoeld in artikel 40, § 4, eerste lid, 1°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, noch is het verplicht om vóór de verwerving van het duurzame verblijfsrecht steun voor levensonderhoud toe te kennen.

Art. 57sexies.

[...]

#### **Art. 58.**

§ 1. Een aanvraag betreffende maatschappelijke dienstverlening, waarover het centrum een beslissing moet nemen, kan mondeling, schriftelijk, elektronisch via het elektronisch formulier dat door de minister bevoegd voor maatschappelijke integratie ter beschikking wordt gesteld of ambtshalve door het centrum worden ingediend.

De steunaanvraag wordt de dag van haar ontvangst chronologisch ingeschreven in het daartoe door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gehouden register.

Wanneer de aanvraag schriftelijk wordt gedaan, ondertekent de belanghebbende of de persoon die hij schriftelijk heeft aangewezen.

Wanneer de aanvraag mondeling wordt gedaan, ondertekent de belanghebbende of de schriftelijk aangewezen persoon in het daartoe voorziene vak van het register bedoeld in het tweede lid.

Wanneer de aanvraag elektronisch wordt gedaan, geldt de registratie ervan als ondertekening.

Wanneer de elektronische aanvraag op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag wordt ingediend, is de datum van ontvangst van de aanvraag de eerstvolgende werkdag.

De Koning kan de modaliteiten van de toepassing van het elektronisch formulier bedoeld in het eerste lid bepalen.

§ 2. Het centrum zendt of overhandigt dezelfde dag aan de aanvrager een ontvangstbewijs. Wanneer de aanvraag via het elektronisch formulier bedoeld in § 1 wordt gedaan, ontvangt de aanvrager dezelfde dag een ontvangstbewijs.

§ 3. Wanneer een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een steunaanvraag ontvangt waarvoor het zich onbevoegd acht of wanneer het een steun beëindigt wegens territoriale onbevoegdheid, zendt het deze aanvraag over binnen de vijf kalenderdagen aan het volgens hem bevoegd openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Binnen dezelfde termijn wordt de aanvrager schriftelijk in kennis gesteld van deze overzending.

Op straffe van nietigheid gebeurt de overzending van de aanvraag aan het bevoegd geachte openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, evenals de kennisgeving van de overzending aan de aanvrager, door een geschrift met vermelding van de redenen van onbevoegdheid.

De aanvraag zal evenwel worden gevalideerd op de datum van ontvangst bij het eerste openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, zoals bepaald in § 1, of op de datum van de overzending van de aanvraag wanneer het OCMW een steun beëindigt wegens territoriale onbevoegdheid.

Het openbaar centrum voor maatschappelijke integratie dat deze verplichting niet naleeft of dat de steun beëindigt wegens territoriale onbevoegdheid, moet overeenkomstig de door deze wet gestelde voorwaarden maatschappelijke dienstverlening verlenen zolang het de aanvraag niet heeft overgezonden en de redenen die aan de onbevoegdheid ten grondslag liggen niet heeft medegedeeld.

De beslissing van onbevoegdheid kan worden genomen door de Voorzitter mits zijn beslissing aan de raad of het bevoegd orgaan te onderwerpen op de eerstvolgende vergadering met het oog op haar bekrachtiging.

#### **Art. 59.**

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn vervult zijn opdracht volgens de meest aangepaste methoden van het maatschappelijk werk en met eerbiediging van de ideologische, filosofische of godsdienstige overtuiging van de betrokkenen.

#### **Art. 60.**

§ 1. De tussenkomst van het centrum is, zo nodig, voorafgegaan van een sociaal onderzoek dat besluit met een nauwkeurige diagnose nopens het bestaan en de omvang van de behoefte aan dienstverlening en de meest passende middelen voorstelt om daarin te voorzien.

De betrokkene is ertoe gehouden elke nuttige inlichting nopens zijn toestand te geven, alsmede het centrum op de hoogte te brengen van elk nieuw gegeven dat een weerslag kan hebben op de hulp die hem wordt verleend.

Het verslag van het sociaal onderzoek opgesteld door een maatschappelijk werker bedoeld in artikel 44 geldt tot bewijs van het tegendeel wat betreft de feitelijke vaststellingen die daarin op tegensprekelijke wijze zijn opgetekend.

Het centrum dat een asielzoeker steunt die niet daadwerkelijk verblijft op het grondgebied van de gemeente die het centrum bedient, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de werkelijke verblijfplaats van de betrokken asielzoeker verzoeken het sociaal onderzoek uit te voeren. Dit laatste centrum is ertoe gehouden het verslag van het sociaal onderzoek over te zenden aan het centrum dat erom vraagt, binnen de door de Koning vastgestelde termijn. De Koning kan het tarief bepalen waarmee het verzoekend centrum de prestaties vergoedt van het centrum dat het sociaal onderzoek heeft uitgevoerd. De Koning kan ook de minimale voorwaarden bepalen waaraan het sociaal onderzoek van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de werkelijke verblijfplaats, evenals het verslag ervan, moeten voldoen.

§ 2. Het centrum verstrekt alle nuttige raadgevingen en inlichtingen en doet de stappen om aan de betrokkenen alle rechten en voordelen te verlenen waarop zij krachtens de Belgische of de buitenlandse wetten aanspraak kunnen maken.

§ 3. Het verstrekt materiële hulp in de meest passende vorm.

De financiële hulpverlening kan bij beslissing van het centrum worden onderworpen aan de voorwaarden vermeld in de artikelen 3, 5° en 6°, 4, 11 en 13, § 2, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Indien deze voorwaarden niet worden nageleefd kan het recht op financiële hulp, op voorstel van de maatschappelijk werker belast met het dossier, worden geweigerd of geheel of gedeeltelijk worden geschorst voor een periode van ten hoogste een maand.

In geval van herhaling binnen een termijn van ten hoogste een jaar kan het recht op financiële hulp voor een periode van ten hoogste drie maanden worden geschorst.

§ 4. Het verzekert, met eerbiediging van de vrije keus van de betrokkene, de psycho-sociale, morele of opvoedende begeleiding die de geholpen persoon nodig heeft om geleidelijk zelf zijn moeilijkheden te boven te komen.

Het houdt rekening met de reeds verstrekte begeleiding en met de mogelijkheid tot voortzetting ervan door het andere centrum of dienst waarin de betrokkene zijn vertrouwen reeds heeft uitgedrukt.

§ 5. Indien de persoon aan wie hulp wordt geboden niet verzekerd is tegen ziekte en invaliditeit, maakt het de betrokkene lid van een verzekeringsinstelling naar zijn keuze, en bij gebrek aan een dergelijke keuze, van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. In de mate van het mogelijke wordt er een persoonlijke bijdrage geëist van de betrokkene.

§ 6. Waar de noodzakelijkheid zich voordoet, richt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, desgevallend in het kader van een bestaande planning, inrichtingen of diensten op met sociaal, curatief of preventief karakter, breidt deze uit en beheert deze.

De noodzaak tot het oprichten of het uitbreiden van een inrichting of van een dienst moet blijken uit een dossier dat een onderzoek bevat naar de behoeften van de gemeente en/of de streek en naar de gelijkaardige inrichtingen of diensten die reeds in functie zijn, een beschrijving van de wijze van functioneren, een nauwkeurige raming van de kostprijs en van de uitgaven die moeten gedaan worden, alsook, indien mogelijk, inlichtingen die een vergelijking met gelijkaardige instellingen en diensten mogelijk maken.

De oprichting of de uitbreiding van inrichtingen of diensten die in aanmerking kunnen komen voor het genieten van toelagen op het vlak van hetzij de investeringen, hetzij van de werking, kan alleen beslist worden op basis van een dossier waaruit blijkt dat de door de organieke wetgeving of reglementering voor het toekennen van deze toelagen voorziene voorwaarden, nageleefd zullen worden.

Onverminderd de machtigingen te verkrijgen vanwege andere overheidsorganen, wordt het besluit om een inrichting of een dienst op te richten of uit te breiden voor goedkeuring voorgelegd aan de gemeenteraad [...], zodra het besluit van die aard is dat het een tegemoetkoming uit de gemeentebegroting zal meebrengen of deze zal verhogen.

§ 7. In het geval waarin een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp met toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie of de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreffende het ten laste nemen van de steun zijn werkbereidheid moet rechtvaardigen, treft het centrum alle mogelijke maatregelen om de socioprofessionele inschakeling van de rechthebbende mogelijk te maken.

Het centrum mag die hulp verstrekken door zelf op te treden als werkgever voor een duur die niet langer mag zijn dan de duur die voor de in het eerste lid bedoelde persoon nodig is om gerechtigd te worden op volledige sociale uitkeringen. Die hulp, in de vorm van een inschakelingsbetrekking, kan een opleidingsperiode omvatten die gelijkgesteld wordt aan arbeidsprestaties gaande tot maximaal 1/5 van de jaarlijkse arbeidstijd.

In afwijking van de bepalingen van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers kunnen de werknemers aangeworven door de centra krachtens een arbeidsovereenkomst, met toepassing van het tweede lid van deze paragraaf, door deze centra ter beschikking worden gesteld van privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen, de externe gebruikers genaamd.

Met toepassing van het voorgaande lid maakt de inschakelingsbetrekking het voorwerp uit van een overeenkomst van terbeschikkingstelling waarin de door het centrum en door de externe gebruiker verstrekte begeleiding wordt gepreciseerd en die minstens een competentieverwervingsplan bevat.

In afwijking van het derde lid beschikt de rechthebbende, wanneer de inschakelingsbetrekking wordt uitgeoefend bij een dienst van het centrum, een interne gebruiker genaamd, over een functiebeschrijving en een competentieverwervingsplan. Dat laatste wordt door het centrum aan de rechthebbende bezorgd volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Na overleg met de centra bepaalt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het model van de overeenkomst van terbeschikkingstelling en de documenten voor de opstelling van het competentieverwervingsplan.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten volgens welke de overeenkomst voor de in het tweede lid bedoelde betrekking moet worden gesloten zodanig dat het centrum het recht behoudt op de subsidie voor de inschakeling van de tewerkgestelde persoon krachtens artikel 36 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en artikel 5, § 4bis, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de OCMW's.

Voor de uitvoering van deze paragraaf ondersteunt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de centra financieel binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

§ 8. De raad voor maatschappelijk welzijn organiseert, bij huishoudelijk reglement, het in bewaring geven, de bewaring en de teruggave van waarden hetzij op vrijwillige of noodzakelijke basis, die hem ingevolge de artikelen 1915 tot 1954quater van het Burgerlijk Wetboek, kunnen worden toevertrouwd door personen opgenomen in een van zijn instellingen.

De ontvanger is met de inbewaarneming belast of duidt in overleg met de secretaris eventueel de personen aan die, onder zijn verantwoordelijkheid, gelast zijn deze deposito's te ontvangen, te bewaren en terug te geven.

#### **Art. 60bis.**

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn neemt alle initiatieven met het oog op de bekendmaking van de verschillende door het centrum verstrekte vormen van dienstverlening, en rapporteert hierover jaarlijks in de beleidsnota.

#### **Art. 60 ter**

Het centrum is verplicht de aanvrager te horen, indien laatstgenoemde dat vraagt, voordat het een beslissing neemt over:

- de dienstverlening bedoeld in artikel 57;
- de terugvordering bedoeld in artikelen 98, § 1 en 99.

Het centrum moet de belanghebbende in kennis stellen van dit recht, overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de Koning.

De belanghebbende wordt gehoord door hetzij de raad, hetzij het bevoegde orgaan met beslissingsbevoegdheid in het concrete geval.

De belanghebbende die wordt gehoord kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een persoon naar zijn keuze.

**Art. 61.**

Het centrum kan een beroep doen op de medewerking van personen, van inrichtingen of diensten, die, opgericht hetzij door openbare besturen, hetzij op privé-initiatief, in staat zijn de middelen aan te wenden tot verwezenlijking van de verschillende oplossingen die zich opdringen, met eerbiediging van de vrije keuze van de betrokkene.

Het centrum kan de eventuele kosten van deze samenwerking dragen wanneer deze niet in uitvoering van een andere wet, een reglement, een overeenkomst of een rechterlijke beslissing worden gedekt.

Met hetzelfde doel kan het centrum overeenkomsten sluiten, hetzij met een ander openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een ander openbaar bestuur of instelling van openbaar nut, hetzij met een privé-persoon of een privé-instelling. In afwijking van de bepalingen van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, kunnen de werknemers verbonden krachtens een arbeidsovereenkomst met de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met toepassing van dit lid, door deze centra ter beschikking worden gesteld aan de partners die met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een overeenkomst hebben gesloten op basis van onderhavige organieke wet.

**Art. 62.**

Het centrum kan de instellingen en diensten die binnen het ambtsgebied van het centrum een sociale activiteit of specifieke activiteiten uitoefenen, voorstellen om gezamenlijk een of meer comités in te stellen waarin het centrum en die instellingen en diensten hun werkzaamheden kunnen coördineren en overleg plegen over de individuele of collectieve behoeften en de middelen om daarin te voorzien.

Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de federale overheid en de andere gefedereerde entiteiten, heeft het, om mee te werken aan de armoedebestrijding, en in coördinatie van voornoemde diensten en instellingen met name de mogelijkheid:

1° te zorgen voor het bestrijden van het gebrek aan sociale bescherming en het niet-gebruik van rechten;

2° benaderingen door «peers», collectieve en gemeenschappelijke werkprocessen uit te bouwen teneinde de participatie van de OCMW-gebruikers te versterken;

3° in samenwerking met de structuur ter ondersteuning van de eerstelijnszorg, een welzijns- en gezondheidsplan voor zijn territoriaal bevoegdheidsgebied op te stellen op grond van een gedeelde diagnose van de middelen en de noden voor zijn grondgebied. Dit plan wordt aan de raad voor maatschappelijk welzijn en aan de gemeenteraad voorgesteld en aan het Verenigd College bezorgd;

4° een begeleidingsdienst voor het zoeken naar een woning en een dienst voor begeleid wonen en uitzettingspreventie op te richten;

5° specifieke acties te voeren in het kader van de bestrijding van dakloosheid;

6° zijn dienst schuldbemiddeling uit te breiden met een specifiek deel voor begeleiding inzake energieverbruik.

**Art. 62bis.**

De beslissing inzake individuele hulpverlening genomen door de raad voor maatschappelijk welzijn of door één van de organen aan wie de raad bevoegdheden heeft overgedragen, wordt aan de persoon die de hulp heeft aangevraagd schriftelijk en aangetekend of elektronisch aangetekend via de eBox, zoals bedoeld in de wet van 27 februari 2019 inzake de elektronische uitwisseling van berichten via de eBox of tegen ontvangstbewijs meegedeeld binnen de acht dagen te rekenen vanaf de datum van de beslissing, op de wijze die door de Koning kan worden bepaald. De datum van de poststempel, van de elektronische zending of van het ontvangstbewijs is doorslaggevend.

De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de mogelijkheid tot het instellen van beroep, de beroepstermijn, de vorm van het verzoekschrift, het adres van de bevoegde beroepsinstantie en de dienst of persoon, die binnen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan gecontacteerd worden voor het geven van toelichting.

#### **Art. 62ter.**

De door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen ambtenaren controleren de uitvoering van de artikelen 57quater, §§ 1 tot en met 3, en § 4, 2°, 60, § 7, en 61, en de uitvoeringsmaatregelen daarvan, en houden toezicht op de naleving ervan.

Deze ambtenaren oefenen die controle of dit toezicht uit in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen.

Wat artikel 57quater, §§ 1 tot en met 3, en § 4, 2°, betreft, worden de controle of het toezicht uitgeoefend onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de socialezekerheidsbijdragen of voor financiële maatschappelijke bijstand, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn.

#### **Afdeling II - Voogdij over de kinderen (art. 63 - 68)**

##### **Art. 63.**

Iedere minderjarige over wie niemand het ouderlijk gezag, de voogdij of de materiële bewaring heeft, wordt toevertrouwd aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar hij zich bevindt.

##### **Art. 64.**

De jeugdrechtbank of het comité voor de jeugdbescherming kunnen aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de kinderen toevertrouwen over wie het centrum reeds de materiële bewaring heeft en van wie de ouders geheel of gedeeltelijk uit het ouderlijk gezag zijn ontzet.

##### **Art. 65.**

In de gevallen bedoeld in de twee voorgaande artikelen wijst de raad voor maatschappelijk welzijn onder haar leden een persoon aan die de taak van voogd zal vervullen alsook een persoon die de taak van toezien voogd zal vervullen.

##### **Art. 66.**

Indien de kinderen goederen bezitten, oefent de ontvanger ten aanzien van die goederen dezelfde functies uit als ten aanzien van de goederen van het centrum. Als waarborg voor de voogdij geldt de zekerheid gesteld door de ontvanger.

##### **Art. 67.**

De kapitalen die aan die kinderen toebehoren of ten deel vallen, worden belegd bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas of gebruikt voor de aankoop van obligaties of kasbons uitgegeven door de openbare besturen en instellingen opgesomd in artikel 78, § 1, tweede lid.

##### **Art. 68.**

De voogdij van een lid van de raad voor maatschappelijk welzijn neemt een einde:

1° zodra is voorzien in een voogdij met toepassing van de regels van het Burgerlijk Wetboek;

2° in geval van adoptie, pleegvoogdij, erkenning, [...] of herstel van de ouders die uit het ouderlijk gezag waren ontzet, in de rechten die hun waren ontnomen.

### **Afdeling III - Voorschotten op en invordering van onderhoudsgelden (art. 68bis - 68quater)**

#### **Art. 68bis.**

[...]

#### **Art. 68ter.**

[...]

#### **Art. 68quater.**

[...]

### **Afdeling IV - Specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen (art. 68quinquies)**

#### **Art. 68quinquies.**

§ 1. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is belast met het toekennen van een specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen.

§ 2. Het recht op hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen wordt verleend wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° de onderhoudsplichtige heeft recht op het leefloon of op een gelijkwaardige financiële maatschappelijke hulp;

2° de onderhoudsplichtige is een persoon die:

a) ofwel onderhoudsgeld voor zijn kinderen verschuldigd is, vastgelegd hetzij in een uitvoerbare gerechtelijke beslissing, hetzij in een overeenkomst bedoeld bij artikel 1288, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek, hetzij in een uitvoerbare schikking bedoeld in artikelen 731 tot 734 van het Gerechtelijk Wetboek;

b) ofwel onderhoudsgeld verschuldigd is op basis van artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek;

c) ofwel een bijdrage voor een geplaatst kind verschuldigd is op grond van een beslissing genomen door de Jeugdrechtbank of door de bevoegde administratieve overheid;

3° de onderhoudsplichtige levert het bewijs van de betaling van dit onderhoudsgeld of van deze bijdrage.

§ 3. De specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden of van bijdragen voor geplaatste kinderen bedraagt 50 pct. van het bedrag van de betaalde onderhoudsgelden of bijdragen, met een maximum van 1.100 EUR per jaar.

§ 4. De Koning bepaalt de regels voor de indiening van de aanvraag bij het bevoegd centrum, voor de kennisgeving van de beslissing en voor de uitkering van de specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen. Hij bepaalt de te volgen procedure in geval van onbevoegdheid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarbij de aanvraag wordt ingediend.

§ 5. De Staat kent het bevoegd centrum een toelage toe, gelijk aan 100 pct. van het bedrag van de specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen. Voorschotten in mindering van het bedrag dat door de Staat ten laste wordt genomen, kunnen toegekend worden onder de voorwaarden en volgens de regels bepaald door de Koning.

U zal in de verschillende rubrieken van de huidige site alle nodige informatie terugvinden in verband met de competenties, de organisatie en het functioneren van het O.C.M.W. en alsook de beschikbare middelen om een hulpaanvraag in te dienen.

De site bevat eveneens informatie over de diensten verzekerd door het O.C.M.W. die niet specifiek vermeld zijn in de reglementering (bijv. : rust- en verzorgingstehuis Arcadia, onthaalhuis De Relais, dienst Gezinshulp aan huis, dienst schuldbemiddeling, ....).

### Inventaire des subsides

Aucun subside n'a été octroyé en 2025 au sens de l'article 6, § 1er, 2° des décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises.

### Inventaire des études

Aucune étude n'a été réalisée en 2025 au sens de l'article 6, § 1er, 3° des décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises.

### Inventaris van de subsidies

Geen enkele subsidie, in de zin van het artikel 6, § 1, 2° van de genoemde gezamenlijke decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen, werd toegekend, in 2025.

### Inventaris van de studies

Geen enkele studie, in de zin van het artikel 6, § 1, 2° van de genoemde gezamenlijke decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen, werd verwezenlijkt in 2025.

### Inventaires des marchés publics – Inventaris van de openbare opdrachten

La liste qui suit reprend les marchés publics de 2025, dont la date de la décision. De volgende lijst bevat de openbare opdrachten 2025 met de datum van de beslissing.

<b>BOS</b>	<b>SUJET ONDERWERP</b>	<b>BÉNÉFICIAIRE OPDRACHTNEMER</b>	<b>DATE BP CS DATUM VB RD</b>	<b>MONTANT BEDRAG</b>
21259	MP - attribution - petit matériel - activités kinésithérapie - Résidence Arcadia - ALL PRODUCTS	ALL PRODUCTS	BP 15-01-2025	2.369,80 €
21490	MP - attribution - remplacement du circulateur primaire au niveau de la chaufferie n°1 - Résidence Arcadia - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 28-01-2025	8.285,44 €
21516	MP - attribution - remplacement du circulateur primaire au niveau de la chaufferie n°2 à la Résidence Arcadia - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 28-01-2025	5.486,67 €
21546	MP - attribution - acquisition chaise/tabouret de douche pour les résidents de la Résidence Arcadia - ORTHO VAN REETH	ORTHO VAN REETH	BP 28-01-2025	203,83 €
21555	MP - attribution - achat de fournitures de plomberie pour chambres à la Résidence Arcadia - DESCO	DESCO	BP 28-01-2025	256,96 €
21623	MP - attribution - dévidoirs et hydrants muraux (sécurité incendie) - Résidence Arcadia - LE CHIMISTE	LE CHIMISTE	BP 19-02-2025	2.087,25 €
21627	MP - attribution - bidons d'huile de moteur - Renault Kangoo (2-ADH-103) - service Amphora - AUTO MM	AUTO MM	BP 08-01-2025	180,77 €
21689	MP - attribution - contrôle périodique - véhicule Renault Master du service Technique (1-GHS-614)	LA SECURITE AUTOMOBILE	BP 08-01-2025	95,00 €
21835	MP - attribution - fourniture et pose de cloisons modulaires vitrées avec porte - siège du Centre (1er étage) - PROMI-ART	PROMI-ART	BP 08-01-2025	14.218,71 €
21837	MP - attribution - réparation PC portables - HP - intervention de l'assurance AXA	HP	BP 22-01-2025	1.105,94 €
21848	MP - attribution - fournitures pour cloisons et faux-plafond - siège du Centre (1er étage) - WOPACO	WOPACO	BP 08-01-2025	7.169,91 €

21856	MP - attribution - maintenance du matériel et des logiciels informatiques pour 2025 - ECONOCOM (Centrale d'achat Paradigm)	ECONOCOM	BP 08-01-2025	16.614,92 €
21859	MP - attribution - remplacement du clavier d'accès - côté aile 3 - Résidence Arcadia - ALLOSON	ALLOSON	BP 22-01-2025	557,11 €
21862	MP - attribution - intervention pour dépannage du système de cogénération à la maison d'accueil « Le Relais » - EL-TECHNICS	EL-TECHNICS	BP 19-02-2025	434,93 €
21864	MP - attribution - diagnostic pour réparation grille automatique - siège du Centre - TKE	TK ELEVATOR	BP 08-01-2025	302,50 €
21878	MP - attribution - installation de climatisations dans divers locaux - site Arcadia - VAN HAUTE COOLING	VAN HAUTE COOLING	BP 08-01-2025	16.685,90 €
21879	MP - attribution - remplacement de châssis, d'un volet et travaux de maçonnerie - Le Relais - BW RENOVATION (Châssis Jette)	BW RENOVATION	BP 08-01-2025	20.504,72 €
21891	MP - attribution - remplacement - module de télécommunication du système de cogénération - Le Relais - EL-TECHNICS	EL-TECHNICS	BP 19-02-2025	1.749,55 €
21892	MP - attribution - matériel et décorations - Noël - Le Relais - ACTION	ACTION	BP 08-01-2025	201,38 €
21920	MP - attribution - fourniture et livraison de produits d'hygiène corporelle - Résidence Arcadia - procédure négociée sans publication préalable selon l'article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016 - KING BELGIUM	KING BELGIUM	BP 08-01-2025	12.078,29 €
21934	MP - attribution - sorties cinéma avec les résidents - service Animation - Résidence Arcadia - KINEPOLIS	KINEPOLIS	BP 15-01-2025	1.134,00 €
21935	MP - attribution - sorties piscine avec les résidents - service Animation - Résidence Arcadia - PISCINE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN	PISCINE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN	BP 15-01-2025	420,00 €
21936	MP - attribution - sorties bowling - résidents - service Animation - Résidence Arcadia - BOWLING DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN	BOWLING DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN	BP 15-01-2025	680,00 €
21937	MP - attribution - sorties à Meise - résidents - service Animation - Résidence Arcadia - BRIXIUS	BRIXIUS	BP 15-01-2025	1.920,00 €
21944	MP - attribution - remplacement du moteur de la grille de droite du parking - Centre - TK ELEVATOR	TK ELEVATOR	BP 15-01-2025	1.979,32 €
21956	MP - attribution - achat de matériel médical pour unités de soins à la Résidence Arcadia - DYNA MEDICAL (complément au dossier Bos 21282)	DYNA MEDICAL	BP 28-01-2025	142,10 €

21957	MP - attribution - dépannage du clavier code du système anti-intrusion - Antenne Maritime - ALLOSON	ALLOSON	BP 15-01-2025	147,74 €
21981	MP - attribution - RH - prestations en régie - modification du nom de la compagnie d'assurances - Persée - CIVADIS	CIVADIS	BP 22-01-2025	145,02 €
21984	MP - reconduction - 2e reconduction du marché public - fournitures de protection urinaire et divers - un an (du 01.03.2025 au 28.02.2026) - ESSITY (lots 1 et 3) et WM SUPPLIES (lot 2)	ESSITY - WM SUPPLIES	CS 28-01-2025	292.076,33 €
21986	MP - attribution - contrôle technique périodique - RENAULT MASTER (1-RNY-427) - Résidence Arcadia - La Sécurité Automobile	LA SECURITE AUTOMOBILE	BP 22-01-2025	80,00 €
22030	MP - attribution - ajout d'une porte battante automatique (site Indépendance) au contrat de maintenance et dépannage des portes et grilles automatiques du Centre - ENTRANCE SERVICES (Complément de marché)	ENTRANCE SERVICES	BP 22-01-2025	223,85 €
22032	MP - attribution - commande de timbres Prior - courrier urgent - Résidence Arcadia - BPOST	BPOST	BP 28-01-2025	500,95 €
22033	MP - attribution - appliques à LED - Résidence Arcadia (nouvelles chambres (3 en 2)) - ELECTRIC	ELECTRIC	BP 19-02-2025	2.031,13 €
22034	MP - attribution - fournitures de maçonnerie - maison d'accueil "Le Relais" (cour extérieure) - CIPAC	CIPAC	BP 19-02-2025	142,49 €
22035	MP - attribution - fournitures de plomberie - Résidence Arcadia (réparation ventilation) - DESCO	DESCO	BP 19-02-2025	256,96 €
22049	MP - attribution - intervention - adaptations dans le cadre du remplacement de la porte d'entrée du personnel (côté parking) - siège du Centre - ALLOSON	ALLOSON	BP 05-02-2025	437,85 €
22054	MP - attribution - Intervention en vue de lever les remarques de OCB pour permettre la remise en service de l'ascenseur de l'Indépendance - complément de marché - KONE	KONE BELGIUM	BP 28-01-2025	5.160,84 €
22066	MP - attribution - bananes plantains et viande - repas annuel - Le Relais - UNIVERSAL AFRICA - BOUCHERIE AMAR	UNIVERSAL AFRICA et BOUCHERIE AMAR	BP 12-02-2025	110,85 €
22072	MP - attribution - bouquet de fleurs -l'anniversaire d'une résidente centenaire - Résidence Arcadia - MUYLLAERT FLOWERS	MUYLLAERT FLOWERS	BP 12-02-2025	50,00 €

22081	MP - attribution - sorties cinéma - résidents - Le Relais - divers cinémas	DIVERS CINÉMAS	BP 12-02-2025	60,00 €
22083	MP - attribution - sorties piscine - enfants et accompagnants - Le Relais - piscine de Molenbeek	PISCINE DE MOLENBEEK- SAINT-JEAN	BP 12-02-2025	84,00 €
22109	MP - attribution - Vérification et entretien du matériel de lutte contre l'incendie pour les sites du C.P.A.S. - procédure négociée directe avec publication préalable (article 41 de la loi du 17.06.2016) - Lot 1 "Vérification et entretien du matériel de lutte contre l'incendie" pour une durée de 4 ans - Lot 2 "Vérification et entretien du matériel des portes et portails coupe-feu" pour une durée de 4 ans - SAFE AND SOUND SPRL	SAFE AND SOUND SPRL	BP 28-01-2025	14.362,14 €
22111	MP - attribution - intervention pour dépannage du système anti-intrusion - site Maritime - AUTOMATIC ALARM	AUTOMATIC ALARM	BP 19-02-2025	271,04 €
22133	MP - attribution - souscription d'une assurance assistance dépannage en cas de panne, vol, incendie des véhicules du CPAS - ETHIAS - complément de marché	ETHIAS	BP 19-02-2025	410,85 €
22150	MP - attribution - contrôle technique périodique - Renault Trafic (1-UCY-737) - service Technique - La Sécurité Automobile	LA SECURITE AUTOMOBILE	BP 12-02-2025	75,00 €
22154	MP - reconduction - Location de cars avec chauffeur pour les excursions - 2ème reconduction du marché du 01.04.2025 au 31.03.2026 - AUTOCARS GILLES (lot 1) et DE HAUWERE (lot 2)	AUTOCARS FILLES et DE HAUWERE	BP 26-02-2025	26.203,20 €
22229	MP - attribution - livre "Interculturalité et soins de santé" - direction - Résidence Arcadia - CIACO	CIACO	BP 12-03-2025	30,95 €
22233	MP - attribution - sorties avec les résidents - année 2025 - Résidence Arcadia - service Animation - MINI-EUROPE	MINI-EUROPE	BP 26-03-2025	912,00 €
22234	MP - attribution - visites des floralies au château de Grand Bigard - service Animation - Résidence Arcadia - FLORALIA BRUSSELS	FLORALIA BRUSSELS	BP 26-03-2025	756,00 €
22235	MP - attribution - glaces, boissons,... - sorties à Gaasbeek - service Animation - Résidence Arcadia - GAASBEEK ICE CREAM BAR	GAASBEEK ICE CREAM BAR	BP 26-03-2025	960,00 €
22240	MP - attribution - maintenance du matériel informatique (programmes de sauvegarde et de gestion des machines virtuelles) - renouvellement des licences de logiciels - BECHTLE	BECHTLE	BP 09-04-2025	2.553,26 €

22260	CA - attribution - installation ligne Data pour connexion au réseau du CPAS et à la centrale téléphonique VOIP - site Lavoisier - IRISNET (centrale d'achat)	IRISNET	BP 03-09-2025	12.901,67 €
22271	MP - attribution - contrat de maintenance des imprimantes (2025) pour les cartes médicales (service Informatique) - CORONA PRINT	CORONA PRINT	BP 12-03-2025	5.372,82 €
22289	MP - attribution - albums photos - Présidence - Secrétaire général temporaire - SMARTPHOTO	SMARTPHOTO	BP 12-03-2025	190,34 €
22305	MP - reconduction - fourniture de carnets de réquisitoires de soins ambulatoires de 2e ligne - 3ème reconduction du marché du 08.07.2025 au 07.07.2026 - COYOTEPRINT	COYOTEPRINT	BP 26-02-2025	5.190,90 €
22306	MP - reconduction - location de fontaines à eau pour divers sites du C.P.A.S. - 2e reconduction du marché au 01.06.2025 pour un an - AQUA VITAL	AQUA VITAL	BP 26-02-2025	7.096,65 €
22307	MP - reconduction - approvisionnement et acquisition de trousse de secours - différents sites du C.P.A.S. - 1ère reconduction du marché au 08.06.2025 pour un an - COVARMED FARMA	COVARMED	BP 26-02-2025	1.327,28 €
22308	MP - attribution - réparation équipements de cuisine - Résidence Arcadia - HTI	HTI	BP 12-03-2025	4.930,10 €
22309	MP - reconduction - contrat d'inspection, d'entretien et de réparation des appareils électriques (cuisine) - site Lemaire - 1ère reconduction du marché du 12.06.2025 au 11.06.2026 - CORE CONCEPT	CORE CONCEPT	BP 26-02-2025	3.331,75 €
22313	MP - attribution - bouchon de vidange baignoire - Résidence Arcadia - ARJO BELGIUM	ARJO BELGIUM	BP 09-04-2025	70,81 €
22317	MP - attribution - sortie comité culturel - GALERIE HORTA - service Culture et loisirs	GALERIE HORTA	BP 26-02-2025	336,00 €
22323	MP - attribution - contrôle périodique du véhicule Renault Master 1-SHD-614 du service Technique - LA SECURITE AUTOMOBILE	LA SECURITE AUTOMOBILE	BP 26-02-2025	75,00 €
22331	MP - attribution - transport vertical en 2 temps - cloisons modulaires commandées - siège du Centre (1er étage) - PROMI-ART	PROMI-ART	BP 12-03-2025	242,00 €
22403	MP - attribution - boîtes de pastilles - nettoyage du four - Résidence Arcadia - HTI	HTI	BP 26-03-2025	900,11 €

22404	MP - attribution - frais d'inscription - participation de membres du personnel - 20 kilomètres de Bruxelles - S.I. BRUSSELS PROMOTION	S.I. BRUSSELS PROMOTION	BP 12-03-2025	900,00 €
22405	MP - attribution - réparation - pression - matériel de de cuisson - Résidence Arcadia - HTI	HTI	BP 12-03-2025	1.113,20 €
22419	MP - attribution - remplacement moteur by-pass et circuit imprimé Swegon sur groupe de ventilation - site Indépendance - ES TECHNIK	ES TECHNIK	BP 18-06-2025	3.599,75 €
22421	MP - attribution - renouvellement - carte de procuration postale - réception des courriers recommandés - Résidence Arcadia - BPOST	BPOST	BP 12-03-2025	59,50 €
22432	MP - reconduction - accord-cadre de services intérim Nursing - Résidence Arcadia - 3ème reconduction du 01.05.2025 au 30.04.2026 - HUMAN SUPPORTS (1), EXPRESS MEDICAL (2) et REFLEX HEALTHCARE PEOPLE (3)	HUMAN SUPPORTS (1), EXPRESS MEDICAL (2) et REFLEX HEALTHCARE PEOPLE (3)	CS 05-03-2025	151.250,00 €
22433	MP - reconduction - 1ère reconduction du marché 2024/08 relatif au marché "Fournitures d'eaux, bières et limonades" - Résidence Arcadia et autres sites du CPAS - 1 an - à pd 01.04.2025 - ALKEN MAES	ALKEN MAES	CS 05-03-2025	84.079,31 €
22449	MP - attribution - adaptation d'une alimentation de la détection incendie - siège du Centre (levée des remarques dans le cadre de la réception définitive) - ALLOSON	ALLOSON	BP 12-03-2025	783,81 €
22480	MP - attribution - acquisition de réfrigérateurs et de lave-linges pour les usagers - FNAC VANDEN BORRE	VANDEN BORRE	BP 12-03-2025	33.908,00 €
22481	MP - attribution - location d'un chariot bain marie et d'un four à micro-ondes - le Relais - DUO CATERING	DUO CATERING	BP 12-03-2025	1.147,08 €
22528	MP - attribution - matériel pour confection d'une cloison Résidence Arcadia - local de vie - WOPACO	WOPACO	BP 19-03-2025	746,56 €
22530	MP - attribution - matériel pour confection d'un faux plafond - Résidence Arcadia - local de vie - WOPACO	WOPACO	BP 19-03-2025	530,65 €
22534	MP - attribution - matériel pour revêtement de sol - siège du Centre - bureaux du Président et du Secrétaire - NEW GOFFIN	NEW GOFFIN	BP 19-03-2025	2.437,55 €
22540	MP - attribution - remise en état du monte-charge au niveau - Résidence Arcadia - KONE	KONE BELGIUM	BP 19-03-2025	3.845,20 €

22558	MP - attribution - services Postaux - 6 mois - procédure négociée sans publication préalable selon l'article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016 - POSTALIA BELGIUM	POSTALIA BELGIUM	BP 19-03-2025	135.526,87 €
22559	MP - attribution - entretien des jardins du C.P.A.S. (Arcadia, Relais, Gosselies, Centre et logement Kangourou) - procédure négociée directe avec publication préalable (Article 41, §1,1° de la loi du 17 juin 2016) - HENRION JARDINS   OO - gunning - onderhoud van de tuinen van het O.C.M.W. (Arcadia, Relais, Gosselies, Centrum en huisvesting Kangourou) - vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking (Artikel 41, §1,1° van de wet van 17 juni 2016) - HENRION JARDINS	HENRION JARDINS	BP 19-03-2025	22.493,33 €
22561	MP - attribution - petit matériel de cuisine - maison d'accueil « Le Relais » - GOLDMAN	GOLDMAN	BP 19-03-2025	79,23 €
22591	MP - attribution - acquisition et livraison de thermomètres professionnels - cuisine à Arcadia - GULLIMEX	GULLIMEX	BP 09-04-2025	2.197,84 €
22593	MP - attribution - demande de diagnostic - réparation du chauffe-assiettes - site Lemaire - HTI	HTI	BP 02-04-2025	181,50 €
22595	MP - attribution - excursion résidents de la Résidence Arcadia - PAIRI DAIZA	PAIRI DAIZA	BP 23-04-2025	3.900,00 €
22599	MP - attribution - sortie familiale - service Culture et Loisirs - SPEELGOED MUSEUM MECHELEN	SPEELGOED MUSEUM MECHELEN	BP 02-04-2025	505,00 €
22600	MP - attribution - acquisition et livraison de télécommandes - Résidence Arcadia - ZENDERSERVICE	ZENDERSERVICE	BP 02-04-2025	219,96 €
22609	MP - attribution - remplacement - clavier d'accès - Résidence Arcadia (Aile 3) - ALLOSON	ALLOSON	BP 02-04-2025	494,49 €
22616	MP - attribution - demande de diagnostic - réparation lave-linge - Vieillesse Heureuse - TOP SERVICES	TOP SERVICES	BP 02-04-2025	96,80 €
22626	MP - attribution - pastilles four METOS - Résidence Arcadia - METOS	METOS	BP 02-04-2025	1.913,03 €
22632	MP - reconduction - nettoyage des vitres et des châssis - tous les sites du CPAS - LD CLEAN - 1ère reconduction du 07.06.2025 au 06.06.2026	LD CLEAN	BP 23-04-2025	17.460,30 €
22638	MP - attribution - demande de diagnostic et réparation de la machine à café - maison d'accueil "Le Relais" - CORE CONCEPT	CORE CONCEPT	BP 09-04-2025	369,43 €

22640	MP - attribution - photo - portait du couple royal - bureau du Président - PHOTOS - MONARCHIE.BE	MONARCHIE.BE	BP 02-04-2025	25,00 €
22652	MP - attribution - prestations de services juridiques - Curateur à succession vacante - Maître CONING Geoffroy	MAÎTRE CONING GEOFFROY	BP 02-04-2025	113,74 €/h
22678	MP - attribution - matériel de décoration - maison d'accueil "Le Relais" - ACTION	ACTION	BP 09-04-2025	85,40 €
22680	MP - attribution - matériel de cuisine - maison d'accueil "Le Relais" - ACTION	ACTION	BP 09-04-2025	142,09 €
22681	MP - attribution - matériel de bricolage - maison d'accueil "Le Relais" - ACTION	ACTION	BP 09-04-2025	245,99 €
22686	MP - attribution - télécommandes - grille du siège du Centre - REXEL	REXEL	BP 06-08-2025	328,71 €
22688	MP - attribution - contrôle technique périodique - véhicule Renault Kangoo (2-ADH-103) - Amphora - LA SECURITE AUTOMOBILE	LA SECURITE AUTOMOBILE	BP 23-04-2025	75,00 €
22692	MP - attribution - renouvellement abonnement du serveur pour la gestion des visioconférences - OVH CLOUD	OVH CLOUD	BP 30-04-2025	334,31 €
22703	MP - attribution - activité (spectacle et gouter) - Résidence Arcadia - CEUVRE DU SOU DU VIEILLARD	CEUVRE DU SOU DU VIEILLARD	BP 23-04-2025	300,00 €
22704	MP - attribution - spectacles de guinguette - Résidence Arcadia en collaboration avec la Cocof - COCOF	COCOF	BP 23-04-2025	450,00 €
22707	MP - attribution - repas - excursion à La Panne - résidents de la Résidence Arcadia - restaurant IMPERIAL DE PANNE	IMPERIAL DE PANNE	BP 23-04-2025	2.300,00 €
22730	MP - attribution - déprogrammation du système de télésurveillance/anti-intrusion - chaussée de Gand 696 - FICHET SECURITY SOLUTIONS	FICHET SECURITY SOLUTIONS	BP 23-04-2025	1.058,75 €
22731	MP - attribution - badges d'accès - la maison d'accueil « Le Relais » - AUTOMATIC ALARM	AUTOMATIC ALARM	BP 23-04-2025	357,92 €
22733	MP - attribution - révision et remplacement des freins - véhicule Renault Trafic (1-TCF-261) - Résidence Arcadia - AUTO REPAIR SERVICE	AUTO REPAIR SERVICE	BP 10-09-2025	1.244,75 €
22734	MP - attribution - percolateur à café - siège du Centre - GOLDMAN	GOLDMAN	BP 18-06-2025	174,99 €
22736	MP - attribution - désignation d'un avocat pour se référer à justice - dossiers contentieux hospitalier - Maître CONING Geoffroy	MAÎTRE CONING GEOFFROY	BP 16-04-2025	113,74 €/h

22737	MP - attribution - renouvellement abonnement - magazine VIEWZ pour 2025 - VANDEN BROELE	VANDEN BROELE	BP 16-04-2025	107,00 €
22757	MP - attribution - désignation d'un avocat - dossiers contentieux hospitalier - Maître CONING Geoffroy	MAÎTRE CONING GEOFFROY	BP 23-04-2025	113,74 €/h
22762	MP - attribution - sortie du Comité culturel - service Culture et loisirs - BRASSERIE FERMENTERIE DE BRUXELLES	BRASSERIE FERMENTERIE DE BRUXELLES	BP 23-04-2025	240,00 €
22765	MP - attribution - matériel de construction (gros œuvre) - Résidence Arcadia - CIPAC	CIPAC	BP 23-04-2025	266,60 €
22771	MP - attribution - sortie familiale à Durbuy - service Culture et Loisirs - LA VERTE PRAIRIE - PARC DES TOPIAIRES	LA VERTE PRAIRIE - PARC DES TOPIAIRES	BP 23-04-2025	1.640,00 €
22777	MP - reconduction - service de carwash - véhicules du Centre - 3ème reconduction du marché au 24.07.2025 - ANAC CARWASH	ANAC CARWASH	BP 30-04-2025	451,60 €
22778	MP - reconduction - services juridiques consistant à confier certaines tâches à un huissier de justice - 1ère reconduction du marché - 01.08.2025 au 31.07.2026 - LEROY & PARTNERS	LEROY & PARTNERS	BP 30-04-2025	5.000,00 €
22780	MP - attribution - remplacement du moteur gauche sur la double pompe circuit CAF - Résidence Arcadia (chaufferie) - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 30-04-2025	4.800,48 €
22781	MP - attribution - remplacement pompe de circulation circuit P2 - Résidence Arcadia (chaufferie) - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 30-04-2025	5.570,67 €
22785	MP - attribution - remise en état de la plateforme PMR - Résidence Arcadia - KONE	KONE BELGIUM	BP 02-07-2025	1.105,43 €
22786	MP - attribution - réécriture et relecture du dépliant sur la carte médicale (méthode FALC: facile à comprendre et à lire) en français - INCLUSION Asbl (monopole) - service Coordination sociale	INCLUSION ASBL	BP 30-04-2025	204,00 €
22790	MP - attribution - désignation d'un avocat - dossier contentieux hospitalier supplémentaire (CHU Brugmann) - Maître CONING Geoffroy (complément de marché)	MAÎTRE CONING GEOFFROY	BP 30-04-2025	113,74 €/h
22795	MP - attribution - Collecte, transport, destruction et recyclage des archives - service Recettes - MONSEU RECYCLING	MONSEU RECYCLING	BP 30-04-2025	2.812,40 €
22802	MP - attribution - buffet - fête du personnel - 16.05.2025 - CASSONADE	CASSONADE	BP 30-04-2025	6.720,00 €

22804	MP - attribution - matériel de plomberie - réparation circuit eau chaude - Pierre-Victor Jacobs 25 - DESCO	DESCO	BP 30-04-2025	397,88 €
22815	MP - attribution - désignation d'un avocat - dossier contentieux hospitalier supplémentaire (CHU Brugmann) - Maître CONING Geoffroy (complément de marché)	MAÎTRE CONING GEOFFROY	BP 30-04-2025	113,74 €/h
22823	MP - attribution - remplacement de doubles vitrages - réparation quincaillerie - Vieillesse Heureuse - CHASSIS LEOPOLD (Complément de marché)	CHASSIS LEOPOLD	BP 04-06-2025	2.389,75 €
22839	MP - attribution - prolongation du contrat de maintenance - logiciel AMA - Le Relais - 2025 - société D.D.I.	D.D.I.	BP 14-05-2025	766,91 €
22844	MP - attribution - remplacement du transmetteur et de la carte SIM défectueuse de l'équipement de sécurité - site Schols - ALLOSON	ALLOSON	BP 21-05-2025	576,69 €
22853	CA - attribution - adaptation ligne téléphonique et abonnement (prix) - remplacement centrale téléphonique - Résidence Arcadia - IRISNET	IRISNET	BP 18-06-2025	8.666,64 €
22870	MP - attribution - mise hors service et remise en service de l'installation de détection intrusion (travaux) - siège du Centre - ALLOSON	ALLOSON	BP 28-05-2025	749,23 €
22882	MP - attribution - nettoyage - centre de rencontre Marie-José - suite fermeture - FULL CLEAN	FULL CLEAN	BP 28-05-2025	901,45 €
22883	MP - attribution - commande et livraison de sandwiches - membres du personnel (Arcadia, Relais et Lemaire) qui doivent travailler le jour de la fête du personnel (16/05/25) - LES UNS ET LES AUTRES	LES UNS ET LES AUTRES	BP 21-05-2025	320,00 €
22884	MP - attribution - demande de carte de procuration postale - réception des courriers recommandés - Amphora - BPOST	BPOST	BP 21-05-2025	59,50 €
22889	MP - attribution - désignation d'un avocat pour se défendre en justice - dossier de contentieux hospitalier (CHU Brugmann) - Maître CONING Geoffroy	MAÎTRE CONING GEOFFROY	BP 21-05-2025	157,30 €/h
22894	MP - attribution - contrôle technique périodique - véhicule Renault Trafic (1-TCF-261) - Résidence Arcadia - LA SECURITE AUTOMOBILE	LA SECURITE AUTOMOBILE	BP 28-05-2025	70,00 €
22895	MP - attribution - acquisition de thermomètres - Le Relais - GULLIMEX	GULLIMEX	BP 28-05-2025	215,99 €
22897	MP - attribution - remplacement de l'alimentation - nouvelle porte d'entrée du personnel - siège du Centre - ALLOSON	ALLOSON	BP 28-05-2025	540,13 €

22911	MP - attribution - maintenance et réparation des portes automatiques piétonnes, des portes de garage et des grilles à télécommande du Centre - procédure négociée sans publication préalable (article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016) - TK ELEVATOR	TK ELEVATOR	BP 28-05-2025	4.153,93 €
22912	MP - attribution - remplacement - batteries système détection intrusion et contrôle accès - Centre - ALLOSON	ALLOSON	BP 18-06-2025	71,04 €
22914	MP - reconduction - 3ème reconduction - acquisition de chaussures de sécurité et divers - personnel du C.P.A.S. - 14.10.2025 au 13.10.2026 - DAELMAN	DAELMAN	BP 28-05-2025	12.044,66 €
22932	MP - attribution - bouquet de fleurs - anniversaire d'une résidente centenaire - Résidence Arcadia- MUYLLAERT FLOWERS	MUYLLAERT FLOWERS	BP 18-06-2025	50,00 €
22938	MP - attribution - ponceuse à béton - BRICO PLANIT - marteau piqueur - HUBO - travaux 1er étage du Centre	BRICO PLANIT et HUBO	BP 04-06-2025	333,00 €
22945	MP - attribution - demande diagnostic - panne bande de distribution repas - Résidence Arcadia - HTI	HTI	BP 18-06-2025	181,50 €
22947	MP - attribution - fournitures électriques - service Technique - procédure négociée sans publication préalable (article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016 - ELECTRIC	ELECTRIC	BP 11-06-2025	86.305,68 €
22948	MP - attribution - fournitures de peinture et de revêtement - service Technique - procédure négociée sans publication préalable (article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016 - NEW GOFFIN	NEW GOFFIN	BP 11-06-2025	31.150,31 €
22949	MP - attribution - fournitures de plomberie - service Technique - procédure négociée sans publication préalable (article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016 - SANISTOCK	SANISTOCK	BP 02-07-2025	46.394,60 €
22950	MP - attribution - fournitures de quincaillerie et outillage - service Technique - procédure négociée sans publication préalable (article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016 - CIPAC	CIPAC	BP 11-06-2025	33.128,05 €
23019	MP - attribution - installation bouton-poussoir appel urgence - désactivation lecteur badge actuel - site Schols - ALLOSON	ALLOSON	BP 18-06-2025	1.496,25 €
23027	MP - attribution - contrôle périodique installation électrique haute tension - Résidence Arcadia - APAVE	APAVE	BP 18-06-2025	272,25 €
23029	MP - attribution - couvercles pour tasses - Résidence Arcadia - GOLDMAN	GOLDMAN	BP 18-06-2025	1.942,05 €

23030	MP - attribution - réparation véhicule - Renault Master 1-RNY427 - Résidence Arcadia - MIDAS SCHEUT	MIDAS SCHEUT	BP 28-05-2025	2.319,52 €
23034	MP - attribution - remplacement bouton palier et bouton - cabine d'ascenseur - Résidence Arcadia - KONE	KONE BELGIUM	BP 18-06-2025	1.204,56 €
23036	MP - attribution - désignation d'un avocat - représentation CPAS - contentieux avec les hôpitaux (marché global) - Maître CONING Geoffroy	MAÎTRE CONING GEOFFROY	BP 18-06-2025	4.898,08 €
23047	MP - attribution - chèques cadeaux pour le personnel - Summer Bikeday - 21.06.2025 au 21.09.2025 - DECATHLON	DECATHLON	BP 18-06-2025	1.000,00 €
23062	MP - attribution - réparation armoire chauffe-assiettes - site Lemaire - HTI	HTI	BP 09-07-2025	353,32 €
23065	MP - attribution - sortie familiale - service Culture et Loisirs - PLOPSA ARDENNES	PLOPSA ARDENNES	BP 09-07-2025	1.167,50 €
23082	CA - attribution - remplacement batterie UPS - infrastructure Fujitsu - ORBID - centrale d'achat PARADIGM	ORBID	BP 18-06-2025	496,10 €
23088	MP - attribution - inspection et entretien de diverses installations - Résidence Arcadia et au Relais (cuisines) - procédure négociée sans publication préalable (article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016) - lot 1 (Inspection et entretien des installations frigorifiques) - CARVEEN - gunning - inspectie en onderhoud van diverse keukeninstallaties - Residentie Arcadia en de Relais - openbare procedure zonder voorafgaande bekendmaking (artikel 42, § 1, 1° a) van de wet van 17.06.2016) - perceel 1 (Inspectie en onderhoud van koelinstallaties) - CARVEEN	CARVEEN	BP 18-06-2025	11.327,34 €
23090	CA - attribution - acquisition tableau blanc magnétique - service Gestion et Médiation de dettes - LYRECO	LYRECO	BP 18-06-2025	91,29 €
23096	MP - attribution - reprogrammation liaison IP et GPRS de la centrale incendie vers télésurveillance- siège du Centre - ALLOSON	ALLOSON	BP 18-06-2025	390,10 €
23100	MP - attribution - avenant au contrat d'assurance relatif à la sécurité des mandataires (RC) - ETHIAS - complément de marché	ETHIAS	CS 26-06-2025	787,50 €
23101	MP - attribution - sortie familiale - service Culture et Loisirs - BOUDEWIJN SEAPARK	BOUDEWIJN SEAPARK	BP 09-07-2025	1.272,50 €

23102	MP - attribution - matériel complémentaire - création du sol (chantier FINREC) - site Centre - CIPAC	CIPAC	BP 25-06-2025	171,39 €
23103	MP - attribution - matériel complémentaire - création de faux plafond (chantier FINREC) - site siège Centre - WOPACO	WOPACO	BP 25-06-2025	404,95 €
23123	MP - attribution - achat de timbres Prior - courriers urgents - Résidence Arcadia - BPOST	BPOST	BP 02-07-2025	582,50 €
23126	MP - attribution - fourniture de produits de boulangerie et de pâtisserie pour les besoins de la Résidence Arcadia (2 lots) - procédure négociée directe avec publication préalable (Article 41, §1,1° de la loi du 17 juin 2016) - Lot 1 (produits de boulangerie) - PANIFEX - Lot 2 (produits de pâtisserie) - PANIFEX  OO - gunning - levering van bakkerij- en banketbakkersproducten voor de behoeften van de Residentie Arcadia (2 percelen) - vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking (Artikel 41, §1,1° van de wet van 17 juni 2016) - Perceel 1 (bakkerijproducten) - PANIFEX - Perceel 2 (banketbakkersproducten) - PANIFEX	PANIFEX	CS 26-06-2025	80.739,40 €
23139	MP - attribution - location armoire chauffante - 3 mois - Résidence Arcadia - LOCA-CONCEPT	LOCA-CONCEPT	BP 09-07-2025	3.025,00 €
23184	MP - attribution - remplacement batterie UPS - infrastructure Fujitsu - ORBID	ORBID	BP 09-07-2025	526,35 €
23200	MP - reconduction - rouleaux de tickets pour les machines DIS06 et DISEO BL - 1ère reconduction du marché au 27.09.2025 pour un an - ESII BELGIUM	ESII BELGIUM	BP 09-07-2025	1.444,74 €
23216	MP - attribution - achat de viande - barbecue au Relais - BOUCHERIE BEN MIRA	BOUCHERIE BEN MIRA	BP 09-07-2025	110,40 €
23219	CA - attribution - renouvellement de licences pour nouvelle version de logiciel de développement - service Informatique - SOFTWARE ONE (Centrale de marché PARADIGM)	SOFTWARE ONE	BP 16-07-2025	4.713,19 €
23228	CA - attribution - renouvellement de licences exchange online - SOFTWARE ONE (centrale d'achat PARADIGM )	SOFTWARE ONE	BP 09-07-2025	31.031,66 €
23241	MP - attribution - remplacement vélux et store occultant - Le Relais - CHASSIS JETTE	CHASSIS JETTE	BP 20-08-2025	2.407,90 €

23246	MP - attribution - sortie familiale - service Culture et Loisirs - FESTIVAL BRUXELLONS	FESTIVAL BRUXELLONS	BP 06-08-2025	600,00 €
23248	MP - attribution - ventilateurs sur pied - siège du Centre - FNAC VANDEN BORRE	FNAC VANDEN BORRE	BP 09-07-2025	519,00 €
23249	MP - attribution - réparation de fuites - chaufferie et autres- Résidence Arcadia - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 20-08-2025	1.851,52 €
23250	MP - attribution - remplacement circulateur Wilo (circuit n° 4) de la chaufferie - Résidence Arcadia - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 20-08-2025	4.726,41 €
23251	MP - attribution - réparation - climatisation - Résidence Arcadia (salle des fêtes) - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 20-08-2025	6.358,38 €
23258	MP - attribution - acquisition de ventilateurs sur pied - siège central - FNAC VANDENBORRE (complément de marché)	FNAC VANDEN BORRE	BP 16-07-2025	200,00 €
23263	MP - attribution - sorties avec les résidents de la Résidence Arcadia - GUINGUETTE FABIOLA	GUINGUETTE FABIOLA	BP 16-07-2025	160,00 €
23264	MP - attribution - sorties avec les résidents de la Résidence Arcadia - FOIRE DU MIDI	FOIRE DU MIDI	BP 16-07-2025	240,00 €
23265	MP - attribution - sorties avec les résidents de la Résidence Arcadia - DOMAINE PROVINCIAL D'HUIZINGEN	DOMAINE PROVINCIAL D'HUIZINGEN	BP 16-07-2025	352,00 €
23271	MP - reconduction - mise à disposition de containers et destruction sécurisée de dossiers sociaux et documents papier sur différents sites - 3e reconduction du marché du 01.11.2025 au 31.10.2026 - MONSEU RECYCLING (lots 1 et 2) - SIMON CONSEIL (lot 3)	MONSEU RECYLCING et SIMON CONSEIL	BP 16-07-2025	3.175,00 €
23275	MP - attribution - abonnement au magazine trimestriel « Les Echos du crédit et de l'endettement » - service Médiation de dettes - ALTER ECHOS	ALTER ECHOS	BP 16-07-2025	36,00 €
23285	MP - attribution - lettrage logo CPAS - véhicules - Résidence Arcadia (remplacement ou nouveaux logos) - 8COM	8COM	BP 16-07-2025	1.258,40 €
23288	MP - attribution - travaux de déviation de tuyauteries de chauffage - Le Relais - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 20-08-2025	4.820,30 €
23289	MP - attribution - ventilateurs sur pied - Résidence Arcadia - MANUTAN	MANUTAN	BP 20-08-2025	1.520,87 €
23322	MP - attribution - réparation climatisations - Résidence Arcadia (cafétéria) - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 20-08-2025	3.778,98 €

23328	MP - attribution - Excursion à Ostende - Le Relais - résidents - activités, glaces/boissons	FORT NAPOLEON	BP 30-07-2025	504,00 €
23329	MP - attribution - contrôle technique périodique du véhicule RENAULT MASTER (1-RNY-427) - Résidence Arcadia - LA SECURITE AUTOMOBILE	LA SECURITE AUTOMOBILE	BP 06-08-2025	75,00 €
23330	MP - attribution - contrôle technique périodique du véhicule NISSAN PRIMASTAR (2-CFG-299) - service Expédition - LA SECURITE AUTOMOBILE	LA SECURITE AUTOMOBILE	BP 06-08-2025	75,00 €
23341	MP - attribution - maintenance, dépannage et réparation des installations de détection incendie, intrusion, gestion des accès et CCTV du CPAS - procédure négociée directe avec publication préalable (article 41, §1,1° de la loi du 17.06.2016) - GESTION INTELLIGENTE DE MODULES D'IDENTIFICATION SA	GESTION INTELLIGENTE DE MODULES D'IDENTIFICATION	CS 20-08-2025	50.782,50 €
23342	MP - attribution - sets de pots à café et à thé - Résidence Arcadia - GOLDMAN	GOLDMAN	BP 20-08-2025	3.167,78 €
23348	MP - attribution - bouquet de fleurs - anniversaire d'une résidente centenaire - Résidence Arcadia - MUYLLAERT FLOWERS	MUYLLAERT FLOWERS	BP 06-08-2025	50,00 €
23358	MP - attribution - acquisition et livraison - cloche avec couteau - Résidence Arcadia - HARIK EQUIPEMENTS	HARIK EQUIPEMENTS	BP 20-08-2025	270,41 €
23359	MP - attribution - acquisition et livraison - panneau d'affichage en liège - Résidence Arcadia - MANUTAN	MANUTAN	BP 20-08-2025	134,61 €
23365	MP - attribution - lutte contre les nuisibles pour tous les sites du CPAS - AM CONTROL - complément de marché (Fourmis, nids de guêpes ou frelons)	AM CONTROL	BP 30-07-2025	411,40 € par intervention
23394	MP - attribution - débouchage urinoirs, lavabos et évier - siège du Centre - BRAV EAU	BRAV EAU	BP 06-08-2025	484,00 €
23396	MP - attribution - livraison 1ère partie du mobilier (IKEA) - 1er étage du Centre - demande d'intervention d'une société de déménagement - ULTRA LIFT	ULTRA LIFT	BP 20-08-2025	338,80 €
23398	MP - attribution - UNA DESINFECTION - Infestation de puces - Le Relais	UNA DESINFECTION	BP 30-07-2025	2.553,10 €
23415	MP - attribution - petit matériel informatique - flex-office et besoins courants - 1er étage du Centre - services Finance et Recettes - BECHTLE	BECHTLE	BP 03-09-2025	283,58 €

23416	MP - attribution - examen de recrutement et promotion - infirmier(e) en chef (BH5) - annonce à publier (médias payants et gratuits)	MONITEUR + REFERENCES + ROULARTA - DE ZONDAG + REGIOJOBS/VVIZV + ACN	BP 13-08-2025	3.072,93 €
23436	MP - attribution - livraison 2e partie mobilier IKEA - 1er étage du Centre - demande d'intervention d'une société de déménagement - ULTRA LIFT	ULTRA LIFT	BP 20-08-2025	338,80 €
23441	MP - attribution - débouchage et curage des réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales et vidange du dégraisseur du CPAS - plusieurs sites - procédure négociée directe avec publication préalable (article 41, §1, 1° de la loi du 17.06.2016) - DEP77 (attributaire principal) - BELGIUM COMPANY B.R (attributaire subsidiaire (2ème rang)) - VIDANGE AQUA BELGIUM (attributaire subsidiaire (3ème rang))   OO - gunning - ontstopping en reiniging van afval-en regenwateren en het leegmaken van de ontvetter van het OCMW - verschillende sites - vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking (artikel 41, §1, 1° van de wet van 17.06.2016) - DEP77 (hoofdaannemer) - BELGIUM COMPANY B.R (nevenaannemer (2de rang)) - VIDANGE AQUA BELGIUM (nevenaannemer (3de rang))	DEP77 et BELGIUM COMPANY B.R. et VIDANGE AQUA BELGIUM	CS 20-08-2025	25.222,45 €
23472	MP - attribution - armoires à casiers - aménagement flex-office - 1er étage - siège du Centre - HUISMERKEN.NL	HUISMERKEN.NL	BP 03-09-2025	1.581,94 €
23498	MP - attribution - inspection et entretien de diverses installations - Résidence Arcadia et au Relais (cuisines) - KITCHCO (3 lots) - procédure négociée sans publication préalable (article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016)   OO - gunning - inspectie en onderhoud van diverse keukeninstallaties - Residentie Arcadia en de Relais - KITCHCO (3 percelen) - openbare procedure zonder voorafgaande bekendmaking (artikel 42, § 1, 1° a) van de wet van 17.06.2016)	KITCHCO	BP 03-09-2025	28.843,98 €
23500	MP - attribution - acquisition chaise ergonomique - membre du personnel - recommandations médecine du travail - SOLBREUX	SOLBREUX	BP 03-09-2025	398,09 €
23505	MP - attribution - mise en place - système de communication de secours - ascenseur - site Schols - KONE (suite au rapport d'inspection d'OCB)	KONE BELGIUM	BP 03-09-2025	1.742,40 €
23506	MP - attribution - contrôle technique périodique - véhicule RENAULT MASTER (1-RNY-427) - Résidence Arcadia - LA SECURITE AUTOMOBILE	LA SECURITE AUTOMOBILE	BP 03-09-2025	75,00 €

23527	MP - attribution - réparation - véhicule Renault Master (1-RNY-427) - résidence Arcadia - contrôle technique - AUTO REPAIR SERVICE	AUTO REPAIR SERVICE	BP 03-09-2025	816,75 €
23530	MP - attribution - achat de sacs, stylos et carnets personnalisés au logo du CPAS - participants au Jobday AS et nouveaux agents - EUROGIFTS	EUROGIFTS	BP 03-09-2025	2.136,26 €
23533	MP - attribution - remplacement transmetteur et cellule de détecteur - détection de gaz - Résidence Arcadia - DALEMANS	DALEMANS	BP 24-09-2025	750,56 €
23534	MP - attribution - repositionnement détecteurs incendie, installation de sirènes et remplacement détecteur intrusion - flex-office - siège du Centre - ALLOSON	ALLOSON	BP 10-09-2025	1.416,62 €
23535	MP - attribution - acquisition blocs multiprises - aménagement flex-office - 1er étage du Centre - VIKINGDIRECT	VIKINGDIRECT	BP 03-09-2025	145,56 €
23541	MP - reconduction - reproduction de clés - 2e reconduction du marché - 01.10.2025 au 30.09.2026 - SERRURERIE ANDRE	SERRURERIE ANDRE	BP 10-09-2025	630,17 €
23542	MP - reconduction - 1ère reconduction - du 01.01.2025 au 31.12.2026 - lutte contre les nuisibles dans différents sites - AM CONTROL	AM CONTROL	BP 10-09-2025	40.801,20 €
23544	MP - attribution - goulottes en treillis métallique pour flex-office - Siège du Centre - REXEL	REXEL	BP 10-09-2025	555,12 €
23578	CA - attribution - acquisition de switchs (éléments actifs) - site LAVOISIER - IRISNET (centrale d'achat)	IRISNET	BP 24-09-2025	13.295,55 €
23584	MP - attribution - achat de badges d'accès pour le personnel du CPAS - CAPITANI	CAPITANI	BP 24-09-2025	675,18 €
23586	MP - attribution - remplacement chaudière atmosphérique - logement 2A4 - site Vieillesse Heureuse - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 24-09-2025	6.807,81 €
23587	MP - attribution - installation et configuration borne à tickets - site Indépendance - ESII	ESII BELGIUM	BP 10-09-2025	665,50 €
23590	MP - reconduction - 1ère reconduction - marché conjoint - contrôle médical des agents de l'Administration communale (lot 1) et du CPAS (lot 2) - 01.01.26 au 31.12.2026 - MEDICHECK (lots 1 et 2)	MEDICHECK	BP 05-11-2025	44.284,79 €
23592	MP - attribution - maintenance et dépannage des installations techniques spéciales (HVAC) pour tous les sites - VINCI FACILITIES - complément de	VINCI FACILITIES	BP 17-09-2025	7.472,96 €

	marché (maintenance et dépannage des installations de chauffage du site Vieillesse Heureuse)			
23593	MP - attribution - fourniture et pose nouveau vitrage - bureau de permanence - site Indépendance - CHASSIS TEC	CHASSIS TEC	BP 24-09-2025	235,95 €
23607	MP - attribution - diagnostic réparation lave-vaisselle et friteuse - Le Relais - SABEMAF	SABEMAF	BP 24-09-2025	515,53 €
23608	MP - attribution - contrôle technique périodique - véhicule Renault Trafic (1-TCF-261) - Résidence Arcadia - LA SECURITE AUTOMOBILE	LA SECURITE AUTOMOBILE	BP 24-09-2025	103,10 €
23609	MP - attribution - remplacement de pneus - camionnette Renault Trafic (1-UCY-737) - service Technique - Résidence Arcadia - UNIVERSAL PNEU	UNIVERSAL PNEU	BP 24-09-2025	209,30 €
23611	MP - attribution - réalisation d'une vidéo de sensibilisation dans le cadre de la campagne anti-agression - à destination des usagers - NICE ARTS	NICE ARTS	BP 24-09-2025	3.085,50 €
23613	MP - attribution - acquisition purificateur d'air - travailleuse sociale - recommandations médecine du travail - TROTEC	TROTEC	BP 24-09-2025	48,92 €
23631	MP - attribution - sortie Comité culturel - service Culture et Loisirs - MUMASK à BINCHE	MUMASK	BP 01-10-2025	431,00 €
23635	MP - attribution - acquisition et livraison de mixeurs plongeants pour la cuisine - Résidence Arcadia - CHOMETTE	CHOMETTE	BP 24-09-2025	1.833,34 €
23642	MP - attribution - clôture avec assistance comptable réalisée à distance - clôture du Compte 2024 - CIVADIS	CIVADIS	BP 24-09-2025	1.060,15 €
23643	MP - attribution - débouchage et curage des égouts - Le Relais - VIDANGE AQUA BELGIUM	VIDANGE AQUA BELGIUM	BP 01-10-2025	1.197,90 €
23652	MP - reconduction - 1ère reconduction - marché conjoint - achat de carburants pour les véhicules de l'administration communale (lot 1) et du CPAS (lot 2) - du 01.01.2026 au 31.12.2026 - ETN J MAES ZONEN NV (2 lots)	ETN J MAES ZONEN NV	CS 25-09-2025	208.500,00 €
23653	MP - reconduction - 1ère reconduction - marché d'assurances (Assurances de personnes, assurances de choses et assurances de véhicules automoteurs) du 01.01.2026 au 31.12.2026 - ETHIAS	ETHIAS	CS 25-09-2025	318.259,23 €

23656	MP - attribution - achat de papier hygiénique (WC/essuie-tout) et de sacs poubelle pour le CPAS - procédure ouverte (article 36 de la loi du 17.06.2016) - Lot 1 (Papier hygiénique WC/main) - BOMA - Lot 2 (Sacs poubelles) - KING BELGIUM   OO - gunning - aankoop toiletpapier (WC/papieren handdoek) en vuilniszakken voor het OCMW - openbare procedure (artikel 36 van de wet van 17.06.2016) - Perceel 1 (Toiletpapier WC/hand) - BOMA - Perceel 2 (Vuilniszakken) - KING BELGIUM	BOMA et KING BELGIUM	CS 25-09-2025	31.445,14 €
23662	MP - attribution - sortie familiale - service Culture et Loisirs - PREHISTOMUSEUM	PREHISTOMUSEUM	BP 01-10-2025	780,00 €
23663	MP - attribution - sortie Comité culturel - service Culture et Loisirs - JARDIN BOTANIQUE DE MEISE	JARDIN BOTANIQUE DE MEISE	BP 01-10-2025	360,00 €
23679	MP - attribution - commande et livraison de sandwiches - volontaires du Jobday - AU QUOTIDIEN	AU QUOTIDIEN	BP 24-09-2025	212,04 €
23681	CA - attribution - souscription d'abonnements annuels Microsoft M365 - phase de test - SOFTWARE ONE (centrale d'achat Paradigm)	SOFTWARE ONE	BP 01-10-2025	30.726,00 €
23683	MP - attribution - acquisition de chariots de nettoyage et petits matériels divers - sites Indépendance et Schols - BOMA	BOMA	BP 24-09-2025	3.300,83 €
23684	MP - attribution - achat de bols à soupe - Résidence Arcadia - VIEUX BEAU DOUR	VIEUX BEAU DOUR	BP 01-10-2025	359,89 €
23695	MP - attribution - désignation d'un avocat - représentation CPAS - agression d'une travailleuse sociale - Maître BOSQUET Denis	MAÎTRE BOSQUET DENIS	BP 17-09-2025	145,20 €/h
23700	MP - attribution - remplacement vanne d'isolement et raccord sur tuyauterie - Résidence Arcadia - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 08-10-2025	610,92 €
23707	MP - attribution - achat de tasses à café - Résidence Arcadia - CHOMETTE	CHOMETTE	BP 08-10-2025	409,75 €
23721	MP - attribution - achat de matériel pour faux plafond - Résidence Arcadia - WOPACO	WOPACO	BP 08-10-2025	1.816,15 €
23722	MP - attribution - achat de fournitures de plomberie - maison d'accueil « Le Relais » - SANISTOCK	SANISTOCK	BP 08-10-2025	1.306,82 €
23739	MP - attribution - sortie familiale - service Socio-culturel - SORTILEGE	SORTILEGE	BP 22-10-2025	545,00 €

23741	CA - attribution - acquisition de PC portables + accessoires (site LAVOISIER) - PARADIGM (centrale d'achat)	PARADIGM	BP 01-10-2025	68.738,05 €
23767	MP - attribution - souscription à un abonnement - entretien et mises à jour logiciel du matériel de fitness - Résidence Arcadia - ARSEUS MEDICAL	ARSEUS MEDICAL	BP 22-10-2025	579,77 €
23791	MP - attribution - projet documentaire pour le projet d'intégration sociale de femmes monoparentales Cosmolis - CENTRE VIDEO DE BRUXELLES	CENTRE VIDEO DE BRUXELLES	BP 05-11-2025	4.167,20 €
23796	MP - attribution - lutte contre les nuisibles pour tous les sites du CPAS - AM CONTROL - complément de marché (puces et punaises de lits - logements Kangourou et Vieillesse Heureuse)	AM CONTROL	BP 08-10-2025	242,00 € par intervention
23802	MP - attribution - fourniture d'affiches rigides d'interdiction de stationnement pour les grilles d'entrée du siège central - MANUTAN	MANUTAN	BP 22-10-2025	29,40 €
23803	MP - attribution - sortie piscine de Molenbeek - enfants et accompagnants - Le Relais	PISCINE DE MOLENBEEK-SAINTE-JEAN	BP 22-10-2025	42,00 €
23806	MP - attribution - diagnostic réparation transpalette électrique - service Entretien - Résidence Arcadia - TVH EQUIPMENT	TVH EQUIPMENT	BP 22-10-2025	347,09 €
23808	MP - attribution - achat d'appareils de cuisine pour la résidence Arcadia - procédure négociée sans publication préalable (article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016) - KITCHCO   OO - attribution - aankoop van keukenapparatuur voor de residentie Arcadia - onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking (artikel 42, § 1, 1° a) van de wet van 17.06.2016) - KITCHCO	KITCHCO	BP 08-10-2025	44.299,31 €
23810	MP - attribution - achat de couverts - Maison d'accueil « Le Relais » - DEMUYNCK-VERRAX	DEMUYNCK-VERRAX	BP 08-10-2025	193,48 €
23815	MP - attribution - travaux d'étanchéité de toiture à Arcadia - TOITURE CHRISTIAN	TOITURE CHRISTIAN	BP 22-10-2025	15.909,08 €
23822	MP - reconduction - 1ère reconduction du marché - du 01.12.2025 au 30.11.2026 - entretien et la réparation des véhicules du CPAS - MOBIVIA (Midas)	MOBIVIA	BP 15-10-2025	13.257,97 €
23824	MP - attribution - remplacement d'appareils électro-ménagers encastrables - site Vieillesse Heureuse - FNAC VANDEN BORRE	FNAC VANDEN BORRE	BP 22-10-2025	1.006,00 €

23825	MP - attribution - acquisition et livraison d'un chariot bain-marie de 3 cuves - Résidence Arcadia - CHOMETTE	CHOMETTE	BP 22-10-2025	2.338,69 €
23840	MP - attribution - désignation d'un avocat - représentation CPAS - agression d'une travailleuse sociale - Maître CONING Geoffroy	MAÎTRE CONING GEOFFROY	BP 08-10-2025	157,30 €/h
23868	MP - attribution - fourniture de produits d'entretien et de nettoyage pour le CPAS (3 lots) - BOMA - procédure négociée directe avec publication préalable (article 41, §1, 1° de la loi du 17.06.2016)   OO - gunning - levering van reinigings- en onderhoudsproducten voor het OCMW (3 percelen) - BOMA - vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking (artikel 41, §1, 1° van de wet van 17.06.2016)	BOMA	CS 22-10-2025	16.077,81 €
23869	MP - attribution - fournitures de catering pour le CPAS - procédure négociée directe avec publication préalable (article 41, §1, 1° de la loi du 17.06.2016) - KING BELGIUM	KING BELGIUM	CS 22-10-2025	34.245,81 €
23871	MP - attribution - achat de chape - réparation de fuite dans une chambre - Maison d'accueil « Le Relais » - CIPAC	CIPAC	BP 22-10-2025	46,69 €
23872	MP - attribution - achat éclairages étanches - service Stock - Résidence Arcadia - REXEL	REXEL	BP 22-10-2025	616,58 €
23873	MP - attribution - achat de fournitures de plomberie pour urinoir cafétéria - Résidence Arcadia - SANISTOCK	SANISTOCK	BP 22-10-2025	293,21 €
23874	MP - attribution - achat de fournitures de peinture pour création whiteboard - salle de réunion - Centre - NEW GOFFIN	NEW GOFFIN	BP 22-10-2025	473,45 €
23876	CA - attribution - renouvellement des licences - firewalls Fortigate et FortiAnalyzer - ORBID (centrale d'achat Paradigm)	ORBID	BP 22-10-2025	3.603,02 €
23880	MP - attribution - réalisation d'essais, d'analyses et établissement d'inventaires amiantes pour les travaux de sol de la Résidence Arcadia	IGRETEC	BP 15-10-2025	261,36 €
23888	MP - attribution - acquisition d'une chaise ergonomique pour un membre du personnel suivant les recommandations du médecin du travail - SOLBREUX	SOLBREUX	BP 22-10-2025	424,71 €
23912	MP - attribution - simulation du forfait 2026 - Résidence Arcadia - PROBIS PLUS	PROBIS PLUS	BP 15-10-2025	1.210,00 €

23913	MP - attribution - fourniture et placement d'une plaquette électronique - groupe de ventilation - Résidence Arcadia - BTA KOELING	BTA KOELING	BP 05-11-2025	2.229,10 €
23916	MP - attribution - réparation fuite sur système de climatisation - Résidence Arcadia - BTA KOELING	BTA KOELING	BP 05-11-2025	1.002,97 €
23926	MP - attribution - contrôle technique périodique - véhicule Renault Master (1-SHD-614) - service Technique - Résidence Arcadia - LA SECURITE AUTOMOBILE	LA SECURITE AUTOMOBILE	BP 05-11-2025	100,00 €
23928	MP - attribution - travaux sur les panneaux solaires - démontage, stockage et remontage - toiture de la Résidence Arcadia - EOLUZ	EOLUZ	BP 05-11-2025	1.703,68 €
23929	MP - attribution - achat d'ingrédients - repas de Noël - Résidence Arcadia - SYSCO	SYSCO	BP 05-11-2025	3.546,51 €
23933	MP - attribution - réparation porte coupe-feu - aile 1 - Résidence Arcadia - SAFE AND SOUND	SAFE AND SOUND SPRL	BP 05-11-2025	1.161,60 €
23936	MP - attribution - déplacement détecteurs - suite travaux faux plafonds - Résidence Arcadia - GIMI	GESTION INTELLIGENTE DE MODULES D'IDENTIFICATION	BP 05-11-2025	914,76 €
23955	MP - attribution - renouvellement du contrat de maintenance - système de désinfection contre la légionellose - Résidence Arcadia - NEWTEC WATER SYSTEMS	NEWTEC WATER SYSTEMS	BP 05-11-2025	3.008,96 €
23958	MP - attribution - mission d'architecture en vue de la rénovation/transformation de chambres à la Résidence Arcadia - ARCHITECTE LAMBERT ERIC - poursuite de la mission	ARCHITECTE LAMBERT ERIC	BP 05-11-2025	20.691,00 €
23962	MP - reconduction - 1ère reconduction - collecte, transport, destruction et recyclage des cartes médicales périmées des usagers et rubans d'impression - marché du 01.02.2026 au 31.01.2027 - SIMON CONSEIL (Archives Conseil)	SIMON CONSEIL	BP 05-11-2025	57,85 €
23973	MP - attribution - sorties cinéma - résidents - Maison d'accueil « Le Relais » - DIVERS CINÉMAS À BRUXELLES	DIVERS CINÉMAS	BP 05-11-2025	60,00 €
23976	MP - attribution - achat de mobilier - Maison d'accueil « Le Relais » - IKEA	IKEA	BP 05-11-2025	3.073,00 €
23979	MP - attribution - désignation d'un avocat pour défendre les intérêts du CPAS - marché public des titres-repas - recours introduit par EDENRED BELGIUM - Cabinet d'avocats VEGA	VEGA LEGAL	BP 05-11-2025	168,19 €/h

23980	MP - attribution - achat de mobilier - espace de vie à Arcadia - procédure négociée sans publication préalable (article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016) - DISTRAC	DISTRAC	BP 05-11-2025	37.650,84 €
23981	MP - reconduction - 2ème reconduction - maintenance et dépannage des installations HVAC du CPAS - marché du 01.02.2026 au 31.01.2027 - VINCI FACILITIES - lot 1 (Installations techniques de la maison de repos) et lot 2 (Installations techniques des autres sites)	VINCI FACILITIES	BP 05-11-2025	39.200,14 €
23982	MP - reconduction - 2e reconduction - inspections préventives des ascenseurs, plateformes et monte-charge du CPAS - marché du 01.02.2026 au 31.01.2027 - OCB	O.C.B.	BP 05-11-2025	2.469,54 €
23988	MP - attribution - cadeaux de Noël - résidents - Résidence Arcadia - WM SUPPLIES (lot 1) - AVA (lots 2 et 3)	WM SUPPLIES et AVA	BP 26-11-2025	2.074,65 €
23992	MP - attribution - achat d'outillage - service Technique - CIPAC	CIPAC	BP 05-11-2025	2.064,66 €
23993	MP - attribution - achat de fournitures de menuiserie - site Lavoisier - SCHMIDT	SCHMIDT	BP 19-11-2025	3.827,16 €
23994	MP - attribution - achat de fournitures pour cloison gyproc - site Lavoisier - WOPACO	WOPACO	BP 19-11-2025	8.928,80 €
24002	MP - attribution - déplacement de détecteurs de fumée - chambres rénovées - Maison d'accueil « Le Relais » - GIMI	GESTION INTELLIGENTE DE MODULES D'IDENTIFICATION	BP 05-11-2025	686,07 €
24008	MP - attribution - achat de thermos - siège du Centre et site Indépendance - VIEUX BEAU DOUR	VIEUX BEAU DOUR	BP 05-11-2025	75,98 €
24026	MP - attribution - désignation d'une agence immobilière - vente d'un bien immeuble - chaussée de Gand 696, 698 et 706 à 1080 Bruxelles - BREL OFFICE BROKER SRL (Switch Immo)	BREL OFFICE BROKER	BP 13-11-2025	1,8029% (pourcentage sur le prix de vente)
24027	MP - attribution - élaboration de plans de compartimentage pour Arcadia - GOLDFIRE   OO - gunning - opmaken van compartimenteringsplannen voor Arcadia - GOLDFIRE	GOLDFIRE	BP 19-11-2025	6.655,00 €
24032	MP - attribution - achat d'un comptoir en kit - accueil - site Lavoisier - MANUTAN	MANUTAN	BP 19-11-2025	2.519,83 €
24033	MP - attribution - achat de consommables pour terminaux de paiement - PAPERSOLUTIONS	PAPERSOLUTIONS	BP 05-11-2025	150,65 €

24040	MP - attribution - achat de verres et de tasses - site Lavoisier - IKEA	IKEA	BP 19-11-2025	210,42 €
24043	MP - attribution - achat de badges à programmer pour le personnel - site Lavoisier - EBI SECURITY	EBI SECURITY	BP 19-11-2025	1.393,92 €
24044	MP - attribution - adaptation du logiciel pour la gestion et la programmation des badges - site Lavoisier - EBI SECURITY	EBI SECURITY	BP 19-11-2025	600,16 €
24054	MP - attribution - location d'un lift pour acheminement des fournitures encombrantes - site Lavoisier - ULTRA-LIFT	ULTRA LIFT	BP 19-11-2025	1.270,50 €
24056	MP - attribution - achat d'un comptoir d'accueil pour les stewards - site Lavoisier - BRUNEAU	BRUNEAU	BP 19-11-2025	1.261,97 €
24066	MP - attribution - acquisition, livraison et installation d'un nouveau lave-vaisselle pour le Relais - SABEMAF	SABEMAF	BP 26-11-2025	7.235,80 €
24067	MP - reconduction - 2e reconduction du marché (Lots 1 et 3) du 15.11.2025 au 14.11.2026 - interventions techniques pour la cellule Energie - HAMMOUCHI HASSAN	HAMMOUCHI HASSAN	BP 13-11-2025	6.716,00 €
24068	MP - attribution - acquisition, livraison et installation de stores enrouleurs solaire et film solaire à Arcadia - VAN MOL	VAN MOL	BP 26-11-2025	6.153,60 €
24097	MP - attribution - location d'une armoire frigo mobile pour le Relais pour une durée d'un mois - CARVEEN	CARVEEN	BP 26-11-2025	468,88 €
24099	MP - attribution - achat de fournitures électriques - site Lavoisier - ELECTRIC	ELECTRIC	BP 26-11-2025	6.009,46 €
24102	MP - attribution - remplacement du vase d'expansion du surpresseur d'eau sanitaire - site Schols - VINCI FACILITIES	VINCI FACILITIES	BP 26-11-2025	1.251,82 €
24113	MP - attribution - installation centrale détection incendie, appel anti-agression et caméras de surveillance - site Lavoisier - GIMI	GESTION INTELLIGENTE DE MODULES D'IDENTIFICATION	BP 10-12-2025	17.551,15 €
24115	MP - attribution - fourniture de sandwiches - réunion d'évaluation - Coordination sociale - LES UNS ET LES AUTRES	LES UNS ET LES AUTRES	BP 26-11-2025	240,00 €
24116	MP - attribution - acquisition d'une chaise ergonomique pour un membre du personnel suivant les recommandations du médecin du travail - JM BRUNEAU	JM BRUNEAU	BP 26-11-2025	301,29 €

24125	MP - reconduction - 1ère reconduction - maintenance des ascenseurs, plates-formes élévatrices et monte-charge pour les différents sites du CPAS - KONE BELGIUM - du 01.02.2026 au 31.01.2027	KONE BELGIUM	CS 26-11-2025	41.556,24 €
24135	MP - attribution - fourniture d'un logiciel de stock et de vente pour le service Amphora - ESCARCELLE	ESCARCELLE	BP 26-11-2025	363,00 €
24138	MP - attribution - contrôle de l'installation de gaz à la Résidence Arcadia - O.C.B.	O.C.B.	BP 10-12-2025	518,04 €
24139	MP - attribution - démontage et évacuation d'une cloison de verre pour déchèterie - site Lavoisier - CHASSIS JETTE	CHASSIS JETTE	BP 10-12-2025	1.137,40 €
24141	MP - attribution - remplacement du relais et de l'horloge au niveau de la grille automatique du Centre - TKE	TK ELEVATOR	BP 10-12-2025	971,55 €
24145	MP - attribution - remplacement de gestions sans fil pour le portail accès stock site Arcadia - TKE	TK ELEVATOR	BP 18-12-2025	1.299,72 €
24146	MP - attribution - traduction en néerlandais des clauses techniques et inventaire - travaux de rénovation/ transformation de chambres doubles en chambres individuelles - Résidence Arcadia - Eric LAMBERT	Eric LAMBERT	BP 26-11-2025	1.887,60 €
24159	MP - attribution - acquisition et installation d'une extension de gestion d'accès et de parlophonie - site Lavoisier - EBI SECURITY	EBI SECURITY	BP 10-12-2025	12.674,51 €
24164	MP - attribution - remplacement châssis et fenêtre au niveau de la cuisine du Relais - CHASSIS JETTE	CHASSIS JETTE	BP 10-12-2025	2.513,21 €
24165	MP - attribution - fourniture et maintenance d'un logiciel de gestion de marchés publics - procédure négociée sans publication préalable (article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016) - ORDIGES	ORDIGES	BP 26-11-2025	6.417,56 €
24169	MP - attribution - spectacle pour la Saint-Nicolas au Relais - CLOWN ALFONSO	CLOWN ALFONSO	BP 26-11-2025	500,00 €
24173	MP - attribution - inspection et entretien des appareils médicaux à la résidence Arcadia - ARJO BELGIUM	ARJO BELGIUM	BP 10-12-2025	8.392,56 €
24201	MP - attribution - acquisition et fourniture de poubelles à pédale - Résidence Arcadia - KING BELGIUM	KING BELGIUM	BP 10-12-2025	1.624,43 €
24208	MP - attribution - mission en vue de l'élaboration d'un rapport d'études - logements Kangourou (rue de Bonne n°4 et 10) - ICI ARCHITECTES	ICI ARCHITECTES	BP 10-12-2025	6.050,00 €

24211	MP - attribution - achat de cadeaux - Saint-Nicolas et anniversaires enfants - maison d'accueil « Le Relais » - DREAMLAND	DREAMLAND	BP 10-12-2025	437,50 €
24221	MP - attribution - réparation de PC portable - HP - intervention de l'assurance ETHIAS	HP	BP 10-12-2025	551,76 €
24222	MP - attribution - rénovation des caves au Relais - procédure négociée sans publication préalable (article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17.06.2016) - PRODUITS HUMIDITE TRAITEMENTS	PRODUITS HUMIDITE TRAITEMENTS	BP 03-12-2025	86.817,50 €
24224	MP - attribution - acquisition d'une boîte à clés - aménagement flex-office - 1er étage du Centre - VIKINGDIRECT	VIKINGDIRECT	BP 10-12-2025	36,94 €
24225	MP - attribution - acquisition d'un écran et d'un support pour projecteur - aménagement flex-office - 1er étage du Centre - AMAZON.BE	AMAZON.BE	BP 10-12-2025	196,38 €
24230	MP - attribution - sortie Comité culturel - service Culture et Loisirs - BRUSSELS EXPO (Les Derniers Jours de Pompéi : L'exposition Immersive)	BRUSSELS EXPO	BP 10-12-2025	360,00 €
24236	MP - attribution - remplacement des luminaires dans la zone cuisine à Arcadia - TECH-ELEC	TECH-ELEC	BP 18-12-2025	8.404,27 €
24248	MP - attribution - réparation de PC portable - HP - intervention de l'assurance ETHIAS	HP	BP 10-12-2025	551,76 €
24249	MP - attribution - réparation de PC portable - HP - intervention de l'assurance ETHIAS	HP	BP 10-12-2025	551,76 €
24251	CA - attribution - achat d'un appareil multifonction supplémentaire pour le site Lavoisier - KONICA (Centrale d'achat Paradigm)	KONICA	BP 10-12-2025	4.094,29 €
24267	CA - attribution - remplacement de la solution téléphonique du CPAS (hors Arcadia) « Escaux vers Teams Phone » - IRISNET (centrale d'achat Paradigm)	IRISNET	BP 18-12-2025	63.249,72 €
24272	MP - attribution - achat de livres et de jeux éducatifs de seconde main - bénéficiaires du CPAS - PÊLE-MÊLE et EVASIONS	PÊLE-MÊLE et EVASIONS	BP 18-12-2025	2.748,00 €
24278	MP - attribution - remplacement centrale téléphonique Arcadia - achat de chargeurs supplémentaires pour dects - DAVO GROUP (complément de marché)	DAVO GROUP	BP 10-12-2025	2.752,75 €
24286	MP - reconduction - ouverture et fermeture des sites - site Centre, Indépendance, Delaunoy, Schols - 3e reconduction du marché du 01.02.2026 au 31.01.2027 - IPGS GROUP	IPGS GROUP	BP 10-12-2025	32.582,88 €

24289	MP - attribution - achat de blocs électriques multiprises - site LAVOISIER - REXEL	REXEL	BP 18-12-2025	565,25 €
24311	CA - attribution - achat UPS - armoire réseau Lavoisier - Centrale d'achat Paradigm	PARADIGM	BP 18-12-2025	1.806,37 €
24319	CA - attribution - achat de câbles réseaux RJ45 - Site Lavoisier - BECHTLE (via centrale d'achat Paradigm)	BECHTLE	BP 18-12-2025	156,48 €
24335	CA - attribution - remplacement d'un UPS armoire informatique - Résidence Arcadia - Centrale d'achat PARADIGM	PARADIGM	BP 18-12-2025	1.806,37 €
24336	CA - attribution - achat de disques durs supplémentaires pour le Centre et pour l'Indépendance - ORBID (Centrale d'achat PARADIGM)	ORBID	BP 30-12-2025	4.411,03 €
24339	CA - attribution - acquisition de matériel informatique - site Lavoisier et administration - Centrale d'achat Paradigm (Econocom)	ECONOCOM	BP 10-12-2025	72.786,18 €
24387	CA - attribution - appareil multifonction - délégué syndical permanent - KONICA (Centrale d'achat PARADIGM)	KONICA	BP 30-12-2025	597,28 €
24388	CA - attribution - achat d'un appareil multifonction pour les réunions de la cellule données des usagers - KONICA (Centrale d'achat PARADIGM)	KONICA	BP 30-12-2025	597,28 €
24407	CA - attribution - acquisition de licences Microsoft M365 - Centrale d'achat Paradigm (SoftwareOne)	SOFTWARE ONE	CS 18-12-2025	192.761,71 €
24467	MP - attribution - matériel pour le système d'appels infirmiers - Résidence Arcadia - NIKO PROJECT	NIKO PROJECT	BP 30-12-2025	2.774,65 €
24488	MP - attribution - achat de mobilier - site Lavoisier - SOLBREUX	SOLBREUX	BP 30-12-2025	5.781,38 €

BP : Bureau permanent

CS : Conseil de l'action sociale

VB : Vast Bureau

RD : Raad voor Maatschappelijk Welzijn

MP : Marché public

OO : Openbare opdracht

CA : Centrale d'achat

MC : Marché conjoint

Liste des Conseillers – Rémunérations – Avantages – Représentations

Lijst van de Raadgevers – Bezoldigingen – Voordelen - Vertegenwoordigingen

PERIODE 01.01.2025 > 16.02.2025	CONSEIL DE L'ACTION SOCIALE  RAAD VOOR MAATSCAPPELIJK WELZIJN	BUREAU PERMANENT  VAST BUREAU	COMITE SPECIAL DU SERVICE SOCIAL  BIJZONDER COMITE VOOR DE SOCIALE DIENST	COMITE SPECIAL ACTIONS ET ECONOMIES SOCIALES  BIJZONDER COMITE SOCIALE INSCHAKELING EN ECONOMIE	COMITE SPECIAL LOGEMENT  BIJZONDER COMITE HUISVESTING	COMITE DE CONCERTATION  OVERLEGCOMITE	VERIFICATION DE CAISSE  NAZICHT VAN DE KAS	COMITES REUNIS  VERENIGDE COMITES	REMARQUES  OPMERKINGEN
<b>Nombre de séances Aantal zittingen</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	-	<b>1</b>	-	-
BASTIN Gérardine Présidente / Voorzitster	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>2 + 1</b>	<b>3</b>	-	-	-	-
DUMONT Marc	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>1 (sup.)</b>	<b>2 + 1</b>	<b>3</b>	-	-	-	-
RABATTI Anna	<b>1</b>	-	<b>7</b>	-	-	-	<b>1</b>	-	-
TIELENS Nathalie	<b>1</b>	<b>4 + 3</b>	<b>7</b>	-	-	-	<b>1</b>	-	-
DELGADO FERNANDEZ	<b>1</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
DAOUDI Aicha	<b>1</b>	-	<b>6 + 1</b>	<b>1 + 1 + 1</b>	<b>2 + 1</b>	-	-	-	-
van MERRIS Didier-Charles	<b>1</b>	-	<b>6 + 1</b>	<b>2 + 1</b>	<b>1 + 2</b>	-	-	-	-
VERHEYE Pascal	<b>1</b>	-	-	<b>3</b>	-	-	-	-	-
RASSON Natalie	<b>1</b>	-	-	-	-	-	-	-	-

EL JAIDI EL QAZOUY Ahmed	1	-	6 + 1	3 (sup.)	-	-	-	-	-
EL OUAKILI Ibrahim	1	-	6 + 1	-	-	-	-	-	-
WENNEKES Niels	1	7	1 (sup.)	-	-	-	-	-	-
MBULU AZANGA Lazare	1	4 + 3	-	1	2 + 1	-	-	-	-

**Mauve = remplacement de la présidente < 7 jours (jeton) / Paars = vervanging van de voorzitter < 7 dagen (zitpenning)**

**Bleu = remplacement de la présidente > 7 jours (salaire) / Blauw = vervanging van de voorzitter > 7 dagen (loon)**

**Noir = titulaire / Zwart = titularis**

**Rouge clair = titulaire incomplet / Lichtrood = titularis (onvolledig)**

**Vert = titulaire incomplet + jeton / Groen = titularis (onvolledig + presentiegeld)**

**Bleu très clair = Suppléant / Lichtblauw = plaatsvervanger**

**Bleu foncé = Suppléant incomplet / plaatsvervanger (onvolledig)**

**Rouge foncé = Suppléant incomplet + jeton / plaatsvervanger (onvolledig + presentiegeld)**

**Jaune = remplacé / Geel = vervangen**

**Orange = absence / Oranje = afwezigheid**

**Gris = excusé / Grijs = verontschuldigd**

Liste des membres du cabinet du/de la président/e

Il n'y a pas de cabinet de la Présidente.

Lijst van de leden van het kabinet van de voorzit(s)ter

Er is geen kabinet van de Voorzitter.

Nom Naam	Prénom Voornaam	CPAS OCMW	Fonction Functie	Indemnité annuelle brute octroyée jusqu'au 17.02.2025 Toegekende bruto jaarlijkse vergoeding tot 17.02.2025	GSM	Montant Bedrag	Voiture/Essence Autres frais de représentation Wagen/Benzine Andere vertegenwoor- digingskosten	Indemnité annuelle brute octroyée jusqu'au 17.02.2025 Toegekende bruto jaarlijkse vergoeding tot 17.02.2025	Autres mandats gratuits - Conseil d'administration (CA) - Assemblée générale (AG) Andere gratis mandaten - Raad van Bestuur (RvB) - Algemene vergaderingen (AV)
BASTIN	Gérardine	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		oui/ja	0	non/nee	24.486,43 €	Molenbeek Formation (du 31.05.2023 au 05.03.2025) Mission locale de Molenbeek (AG et CA) Move (du 25.04.2019 au 05.03.2025) Comité Directeur de la Fédération des CPAS - Brulocalis (du 01.03.2019 au 05.03.2025)
DUMONT	Marc	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	1.430,52 €	
van MERRIS	Didier	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	1.311,31 €	Igretec Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (AG et CA) (du 27.07.2022 au 05.03.2025)
RABATTI	Anna	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	1.072,89 €	Igretec (AG) (du 24.06.2020 au 05.03.2025)
TIELENS	Nathalie	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	1.549,73 €	

DAOUDI	Aicha	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	1.192,10 €	Plateforme du service d'aide à la jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles (du 25.04.2019 au 05.03.2025) Molenbeek Formation (AG et CA) (du 31.05.2023 au 05.03.2025) Mission locale de Molenbeek (AG et CA) (du 31.05.2023 au 05.03.2025)
VERHEYE	Pascal	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	476,84 €	
DELGADO FERNANDEZ	Maria Etelvina	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	119,21 €	Igretec (AG) (du 24.06.2020 au 05.03.2025)
RASSON	Natalie	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	0 €	
EL JAIDI AL QAZOUY	Ahmed	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	1.072,89 €	Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (AG et CA) (du 31.05.2023 au 05.03.2025)
EL OUAKILI	Ibrahim	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	953,68 €	
WENNEKES	Niels	Sint-Jans – Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	1.072,89 €	Le Logement Molenbeekois (AV et RvB) (vanaf 31.05.2023 tot 05.03.2025) Igretec (AV) – vanaf 31.05.2023 tot 05.03.2025
MBULU AZANGA	Lazare	Sint-Jans – Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	953,68 €	Igretec (AG) (du 27.03.2024 au 05.03.2025)

PERIODE 17.02.2025 > 31.12.2025	CONSEIL DE L'ACTION SOCIALE  RAAD VOOR MAATSCAPPELIJK WELZIJN	BUREAU PERMANENT  VAST BUREAU	COMITE SPECIAL DU SERVICE SOCIAL  BIJZONDER COMITE VOOR DE SOCIALE DIENST	COMITE SPECIAL ACTIONS ET ECONOMIES SOCIALES  BIJZONDER COMITE SOCIALE INSCHAKELING EN ECONOMIE	COMITE SPECIAL LOGEMENT  BIJZONDER COMITE HUISVESTING	COMITE DE CONCERTATION  OVERLEGCOMITE	VERIFICATION DE CAISSE  NAZICHT VAN DE KAS	COMITES REUNIS  VERENIGDE COMITES	REMARQUES  OPMERKINGEN
<b>Nombre de séances Aantal zittingen</b>	<b>12</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>22</b>	<b>20</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	-	-
EL KHANNOUSS Ahmed Président / Voorzitter	11 + 1	39 + 6	40 + 5	18 + 4	18 + 2	5	-	-	-
ADAHCHOUR Mohamed	9 + 2 + 1	1	35 + 1 + 2 + 3 + 4	19 + 3	-	-	-	-	-
CALLE-GONZALEZ Carmen Herminia	9 + 1 + 2	7 (sup.)	9 (sup.) + 1	-	17 + 1 + 2	-	1	-	-
DAOUDI Aicha	9 + 1 + 2	-	33 + 1 + 4 + 7	18 + 4	1 (sup.)	-	-	-	-
DEKENS Tania	6 + 6	1 + 2 + 25 + 1 + 16	1 + 1	1 + 1 + 10 + 1 + 8 + 1	1	2 + 2 + 1	-	-	-
DELGADO FERNANDEZ Maria Etelvina	10 + 1 + 1	5 (sup.)	37 + 2 + 4 + 2	1	3 + 17	-	-	-	-
DJE-KASEKA Patricia	2 + 3 + 3 + 4	-	1	2 (sup.) + 1	-	-	-	-	-
DUMONT Marc	9 + 1 + 2	2 + 17 (sup.)	1 + 29 + 14 + 1	1 + 11 (sup.)	19 + 1	-	-	-	-
EL HAMOUTI Mohamed	11 + 1	1	2 + 37 + 3 + 2 + 1	1 + 1 (sup.)	1 + 19	-	-	-	-

LOUCKX Freek	10 + 2	2 (sup.)	1 (sup.)	-	-	-	-	-	-
RABATTI Anna	7 + 1 + 2 + 2	28 + 8 + 2 + 7	30 + 2 + 2 + 8 + 3	-	1 + 11	2 + 3	-	-	-
THEELEN Joris	5 + 2 + 5	-	-	-	-	-	-	-	-
VANCAUWENBERGE Luc	11 + 1	33 + 1 + 9 + 2	2 (sup.) + 1 + 1	18 + 1 + 3	15 (sup.) + 1 + 1	3 + 1 + 1	-	-	-
TIELENS Nathalie	10 + 2	22 + 1 + 1 (sup.) + 5 + 16	18 (sup.)	-	-	2 + 3	1	-	-

Mauve = remplacement de la présidente < 7 jours (jeton) / Paars = vervanging van de voorzitter < 7 dagen (zitpenning)

Bleu = remplacement de la présidente > 7 jours (salaire) / Blauw = vervanging van de voorzitter > 7 dagen (loon)

Noir = titulaire / Zwart = titularis

Rouge clair = titulaire incomplet / Lichtrood = titularis (onvolledig)

Vert = titulaire incomplet + jeton / Groen = titularis (onvolledig + presentiegeld)

Bleu très clair = Suppléant / Lichtblauw = plaatsvervanger

Bleu foncé = Suppléant incomplet / plaatsvervanger (onvolledig)

Rouge foncé = Suppléant incomplet + jeton / plaatsvervanger (onvolledig + presentiegeld)

Jaune = remplacé / Geel = vervangen

Orange = absence / Oranje = afwezigheid

Gris = excusé / Grijs = verontschuldigd

Liste des membres du cabinet du/de la président/e

Madame GERMYS Laëtitia.

Lijst van de leden van het kabinet van de voorzit(s)ter

Mevrouw GERMYS Laëtitia.

Nom Naam	Prénom Voornaam	CPAS OCMW	Fonction Functie	Indemnité annuelle brute octroyée en 2025 Toegekende bruto jaarlijkse vergoeding in 2025	GSM	Montant Bedrag	Voiture/Essence Autres frais de représentation Wagen/Benzine Andere vertegenwoor- digingskosten	Indemnité annuelle brute octroyée en 2025 Toegekende bruto jaarlijkse vergoeding in 2025	Autres mandats gratuits - Conseil d'administration (CA) - Assemblée générale (AG) Andere gratis mandaten - Raad van Bestuur (RvB) - Algemene vergaderingen (AV)
EL KHANNOUSS	Ahmed	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		oui/ja	0	non/nee	105.742,62 €	Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (à partir du 05.03.2025) Brulocalis (depuis le 05.03.2025)
ADAHCHOUR	Mohamed	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	8.037,33 €	Igretec (à partir du 05.03.2025)
CALLE-GONZALEZ	Carmen Herminia	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	5.358,22 €	Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (à partir du 05.03.2025)
DAOUDI	Aicha	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	7.549,73 €	Plateforme du service d'aide à la jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles (du 25.04.2019 au 05.03.2025) Molenbeek Formation (AG et CA) (depuis le 31.05.2023) Mission locale de Molenbeek (AG et CA) (depuis le 31.05.2023)

DEKENS	Tania	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	5.721,23 €	Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (à partir du 05.03.2025) Mission locale de Molenbeek (depuis le 05.03.2025) Molenbeek Formation (depuis le 05.03.2025) Le Logement molenbeekoïse (depuis le 05.03.2025)
DELGADO FERNANDEZ	Maria Etelvina	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	6.942,92 €	Igretec (AG) (du 24.06.2020 au 05.03.2025)
DJE-KASEKA	Patricia	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	850,61 €	Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (à partir du 05.03.2025)
DUMONT	Marc	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	10.472,64 €	Igretec (AG) (à partir du 05.03.2025)
EL HAMOUTI	Mohamed	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	8.768,73 €	Igretec (AG) (à partir du 05.03.2025) Mission locale de Molenbeek (depuis le 05.03.2025) Molenbeek Formation (depuis le 05.03.2025)
LOUCKX	Freek	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	1.582,01 €	
RABATTI	Anna	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	8.281,13 €	Igretec (AG) (du 24.06.2020 au 05.03.2025)
THEELEN	Joris	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	606,81 €	Igretec (AG) (à partir du 05.03.2025)

VANCAUWENBERGE	Luc	Sint-Jans – Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	10.104,25 €	Igretec (AG) (à partir du 05.03.2025) Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (à partir du 05.03.2025) Plateforme du service d'aide à la jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles (à partir du 05.03.2025)
TIELENS	Nathalie	Sint-Jans – Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	6.330,73 €	